

SÉNAT DE BELGIQUE

RÉUNION DU 29 MARS 1928

Rapport de la Commission spéciale chargée d'examiner le Projet de Loi approuvant l'Accord commercial conclu à Paris, le 23 février 1928, entre l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise et la France.

(Voir les n^{os} 124, 158 et les Annales parlementaires de la Chambre des Représentants, séances des 27 et 28 mars 1928.)

Présents : MM. le comte T'KINT DE ROODENBEKE, président ; LAFONTAINE, vice-président ; BARNICH, BAUDRUX, chevalier BEHAGHEL DE BUEREN, BOËL, CROQUET, DE BROUCKERE, DELANNOY, baron DELVAUX DE FENFFE, baron DE MOFFARTS, DENS, DIGNEFFE, EYLENBOSCH, FRANÇOIS, HÉNAULT, HENRICOT, LALEMAND, LEBON, LEURQUIN, LEYNIERS, MATAGNE, MOUSTY, MULLIE, SIMONIS, THIÉBAUT, VAN BELLE, VANDEWIELE, VAN OVERBERGH, VAN ROOSBROECK et HUISMAN VAN DEN NEST, rapporteur.

MADAME, MESSIEURS,

Le Projet de Loi qui est soumis à vos délibérations requiert un vote d'urgence. Il est nécessaire, en effet, qu'il soit porté remède le plus rapidement possible, par l'application des droits conventionnels inscrits dans l'Accord du 23 février dernier, au préjudice dont souffrent nos industriels depuis la mise en vigueur du Traité franco-allemand et de l'additif douanier français.

* *

Le dernier traité de commerce, au sens propre du mot, que signèrent la Belgique et la France, remonte à une époque assez lointaine; il porte la date du 31 octobre 1881.

Venu à expiration en 1892, alors que la France orientait définitivement sa politique commerciale vers un protectionnisme nettement accusé, il ne fut ni renouvelé, ni remplacé.

Depuis lors, si l'on excepte des combinaisons partielles, des *modus vivendi* de

circonstance, les deux pays ont vécu, au point de vue de leurs relations douanières, sous un régime simpliste et provisoire; celui issu des déclarations échangées en 1892, aux termes desquelles le bénéfice du tarif minimum français était accordé à la Belgique, celle-ci par contre, garantissant à la France le traitement de la nation la plus favorisée.

Les imperfections de ce régime, déjà apparentes avant 1914, devinrent plus évidentes encore après la guerre; la vague montante du protectionnisme, les remaniements apportés aux tarifications douanières, le fait aussi que les deux pays accusèrent une tendance plus forte à posséder des industries similaires, plutôt que complémentaires, tous ces éléments fortifièrent le besoin de placer les transactions commerciales des deux Etats amis sur une base plus complète et plus stable.

Le règlement franco-allemand survenu sur ces entrefaites accentua la nécessité et l'urgence d'aboutir.

* *

Pour pouvoir se rendre compte de la portée exacte du traité dont le Gouvernement sollicite l'approbation, il est nécessaire de donner quelques développements sur les conditions générales de la négociation et plus spécialement sur le caractère et la gravité des relèvements de droits que comportent l'Accord franco-allemand et l'additif douanier dont nous venons de parler.

* * *

De très longue date les vœux de notre pays vont à la liberté commerciale.

La refonte du tarif des douanes en 1924, tout comme les dispositions subséquentes qui y ont apporté des modifications, ne marquent à cet égard nulle défaillance vis-à-vis du passé.

Dans l'Exposé des motifs du projet qui visait la revision douanière et qui aboutit à la loi du 8 mai 1924, il était déclaré ce qui suit : « La réfection du tarif des douanes n'est inspirée que par le seul souci d'un rajustement rationnel. Le Gouvernement actuel demeure d'avis, tout comme ses devanciers, que la politique douanière de la Belgique doit conserver son caractère traditionnel de liberté, grâce auquel le pays a connu, dans le passé, des périodes durables de croissante prospérité. »

Ce n'étaient pas là des paroles vaines. Car si, dans la suite, certains régimes spéciaux durent être établis, soit pour défendre le marché national contre l'afflux de marchandises qui déferlaient du dehors à la suite de la débâcle monétaire dans certains pays (1), soit pour réagir contre un traitement préjudiciable qui nous était infligé par ailleurs (2), ces régimes ne furent maintenus que pendant le minimum de temps strictement indispensable, des conventions ayant permis d'en revenir à l'application générale d'un principe qui nous a été et nous

sera toujours cher, savoir, l'unité du tarif, sans aucune discrimination quant à l'origine ou à la provenance des marchandises.

Et ce n'est pas seulement lors de la revision de 1924 que notre souci de modération s'est affirmé, ce fut encore en juin 1926, lorsque, pour assurer notre redressement financier, le Gouvernement se trouva dans la dure obligation de réclamer de la Nation de lourds sacrifices en faveur de la Trésorerie. Il ne put être évité alors de recourir aussi aux produits des droits de douane; mais derechef l'Exposé des motifs formulait une réserve expresse : « Les mesures envisagées doivent être considérées comme revêtant le caractère de dispositions extraordinaires et passagères. Elles sont d'ordre exclusivement fiscal, sans qu'il s'y rattache aucune préoccupation d'accroître la protection qui peut dériver du régime actuel au bénéfice de la production indigène. »

Plus récemment, quand la Conférence économique internationale de Genève, présidée avec une remarquable autorité par un compatriote éminent, et où les représentants de la Belgique se placèrent à l'avant-plan de ceux qui préconisèrent la liberté des échanges, eut exprimé ses recommandations tout imprégnées de sagesse et de sérénité, le Gouvernement belge fut le premier qui, solennellement devant le Parlement, déclara accepter les directives ainsi tracées (1).

Ajoutons encore que ce n'est pas uni-

(1) Parmi les questions qui furent discutées, figurent en première ligne celle des tarifs douaniers et des traités de commerce. On se rappelle les résolutions retentissantes qui furent prises en cette matière. Il n'est pas inutile de les reproduire ici :

« La Conférence proclame que le moment est venu de mettre fin à l'accroissement des tarifs et de s'orienter dans une direction opposée.

» En conséquence, la Conférence recommande :

» 1° Que les Nations prennent immédiatement des mesures pour supprimer ou abaisser les barrières douanières qui opposent de graves obstacles aux échanges internationaux en commençant par celles qui étaient destinées à faire face à des perturbations temporaires résultant de la guerre;

» 2° Que les Etats procèdent à la conclusion des traités de commerce sur les bases et dans les conditions propres à réaliser les buts ici exposés ».

(1) Allemagne, Tchéco-Slovaquie, Autriche.

(2) Espagne.

quement dans le domaine des tarifs que la Belgique a donné la preuve de sa pondération. A côté des tarifs se développent dans une absolue dépendance, les formalités.

Or, à cet égard, la libéralité de nos régimes fut mise en pleine lumière à l'occasion d'une autre Conférence tenue à Genève en 1923 — celle relative à la simplification des formalités douanières — la convention qui en résulta contenant toutes règles qui, par rapport aux formalités, étaient déjà en vigueur chez nous.

S'il a paru utile de s'étendre, pendant quelques instants, sur ce sujet, c'est que les négociations relatives à l'Accord soumis aux délibérations du Sénat, ont notamment porté, non pas seulement sur les droits belges tels qu'ils figurent actuellement au tarif, mais en partie également sur des taux conçus en prévision d'un ajustement éventuel.

Ceci conduit à quelques brèves considérations sur le jeu des coefficients qui affectent les droits de base inscrits au tarif. On se rappellera en effet que, lors de la révision douanière de 1924, le change était sujet à des fréquentes fluctuations; dès lors, les droits spécifiques eussent été exposés à subir de profondes altérations quant à leur incidence, c'est-à-dire quant au pourcentage de valeur qui avait été voulu lors de leur établissement par la Législature, si un élément régulateur n'eut pas été imaginé pour réaliser des mises au point.

Ainsi, et à l'encontre de ce qui pourrait apparaître à des esprits non prévenus, des majorations de taux par l'indice des coefficients, ne constituent, par rapport à l'imposition initiale, que des augmentations apparentes, la charge étant en réalité ajustée à son premier niveau et demeurant même très fréquemment en deçà.

* * *

Le tarif douanier français ne subit

guère de sérieuses modifications de 1923 à 1926. A la fin de 1926, les droits d'entrée étaient, pour la presque totalité des rubriques, ce qu'ils étaient au moment des négociations qui avaient abouti à la conclusion de l'Accord du 12 mai 1923 rejeté par le Parlement belge.

En 1926, au moment de la chute du franc français, le Gouvernement de la République, pour remédier aux effets de cette dévalorisation et maintenir l'incidence de son tarif douanier, décréta, pour l'ensemble de ce tarif, deux majorations forfaitaires successives de 30 p. c.

De ce fait, tous les droits furent augmentés de 70 p. c. Comme il vient d'être rappelé, la Belgique fut d'ailleurs forcée de recourir à des mesures analogues.

Mais toutes ces mesures n'étaient que provisoires. Depuis plusieurs années déjà, la France avait résolu de remplacer son tarif, qui datait de 1892, par un nouveau régime mieux adapté aux nécessités nouvelles de son économie, à l'état de la technique moderne et qui lui permit en même temps de reprendre des relations économiques normales avec l'Allemagne. Ce nouveau tarif, fruit de longues enquêtes, fut soumis au Parlement français au début de l'année 1927; aussitôt qu'il fut connu en Belgique, il y suscita un tollé presque général. L'émoi fut d'ailleurs pareil dans les autres pays.

Le nouveau tarif prévoyait, pour la plus grande partie des industries, des relèvements parfois considérables. Il n'y avait d'exception que pour les produits textiles, pour lesquels les taux anciens étaient réduits dans une mesure variable, mais oscillant autour de 20 p. c. environ. Pour toutes les autres industries, le régime déjà très élevé, était encore aggravé. Les relèvements étaient particulièrement sensibles pour les produits de la construction mécanique et pour les produits chimiques. Pour ces deux classes de marchandises, la France, qui craignait particulièrement la concurrence allemande, s'était entourée d'une barrière pratiquement prohibitive.

Des négociations furent entamées sur la base de ce projet de nouveau tarif, à la fois avec l'Allemagne, la Suisse et la Belgique.

Sur ces entrefaites s'ouvrit à Genève la Conférence économique internationale.

Beaucoup de personnes ont accueilli son œuvre avec scepticisme. Mais, dans l'objet qui nous concerne, cette conférence a eu au moins un résultat tangible; celui de faire renoncer la France au nouveau tarif qu'elle s'était proposé d'appliquer.

Toutefois, le premier acte qu'elle posa dans ce domaine après la Conférence ne laissa pas de nous léser très gravement. Nous voulons parler de l'Accord franco-allemand du 17 août 1927.

On sait que par cet accord la France a procédé à une partie de sa revision douanière. Pour tous les produits inscrits dans la liste B de cet accord, les droits convenus sont les droits définitifs du tarif français. Ils sont en général très inférieurs à ceux du projet dont il a été parlé plus haut. Mais ils comportent néanmoins une aggravation très lourde par rapport au régime antérieur. En voulant se protéger contre la concurrence allemande, la France nous avait atteints par ricochet. En effet, notre exportation offre avec celle de l'Allemagne beaucoup d'analogie. Toutes deux ont en commun les produits de la construction mécanique, les produits du verre, les articles en cuir, les articles en papier, produits qui ont été touchés par l'Accord franco-allemand. En même temps que nous d'ailleurs, la Suisse était également atteinte.

Devant la revendication très énergique de la Suisse ainsi que de la Belgique, le Gouvernement français ouvrit des négociations. Il sentit que le maintien de l'amitié séculaire qui la lie aux deux pays en cause était au prix de concessions importantes sur le nouveau tarif qu'elle venait d'arrêter par son accord avec l'Allemagne.

En février, le Gouvernement français soumit aux Chambres la deuxième partie

de son tarif douanier, partie connue sous le nom d'additif.

En ce faisant, il obéissait à une double préoccupation. Tout d'abord, il voulait protéger les produits agricoles, dont les droits calculés en or étaient restés en dessous des taux d'avant-guerre. Ensuite, comme la France doit admettre au plus tard, en décembre 1928, l'Allemagne au bénéfice entier du tarif minimum, elle voulait, en vue de cette échéance, compléter sa réforme douanière pour les produits où la concurrence du Reich était la plus redoutable.

Nous nous trouvions pour l'additif exactement dans la même situation que pour la liste B de l'Accord franco-allemand. Ici encore, le Gouvernement français accepta la discussion des droits qu'il avait proposés au Parlement. Dans beaucoup de cas, nous parvîmes à obtenir sinon le retour au *statu quo ante*, du moins certaines diminutions.

Si les négociations étaient restées dans le cadre tracé par la liste B de l'Accord franco-allemand et de l'additif, nous aurions sans doute pu améliorer la situation actuelle, mais, dans l'ensemble, nous aurions laissé subsister un régime plus défavorable que celui existant avant le 6 septembre 1927, lequel n'était déjà rien moins que désavantageux. Aussi, les négociateurs furent-ils amenés à demander des compensations. Pour les produits qui n'avaient été touchés ni par l'Accord franco-allemand ni par l'additif, ils demandèrent une amélioration sur le régime existant. En particulier, ils revendiquèrent pour les produits textiles la mise en application anticipée des droits du nouveau tarif français lesquels, on se le rappelle, étaient inférieurs, dans l'ensemble, aux droits existants. Le bénéfice de ces droits nous fut concédé, notamment pour les tissus de lin, les tissus de coton, etc. Dans certains cas même, comme pour les fils de laine peignée, nous avons obtenu des droits inférieurs à ceux du projet.

Quant aux produits pour lesquels le projet de nouveau tarif prévoyait une augmentation de droit, ou bien nous avons pu obtenir la consolidation du régime actuel, comme pour les pierres sciées par exemple, ou bien même une amélioration de ce régime, comme dans le cas des armes, des fils de jute, de certains articles en fonte, etc.

* * *

Les négociations commencées avec la Belgique en octobre se terminèrent en février.

Elles furent, comme on le voit, très longues. Elles furent également très difficiles. Ce n'étaient pas seulement des intérêts divergents qui étaient en présence, mais également deux systèmes économiques opposés.

D'un côté, il y a la France dont le régime est protectionniste et qui, de ce fait, met au premier plan de ses préoccupations la défense du marché intérieur. D'autre part, il y a l'Union économique belgo-luxembourgeoise que ses intérêts inclinent vers une politique de libéralisme économique et qui doit veiller avant tout aux intérêts de son exportation.

Le seul arrangement avec la France qui puisse nous donner pleinement satisfaction est celui par lequel notre voisine du sud renoncerait à sa politique traditionnelle. Personne évidemment, n'a pu se leurrer d'un pareil espoir. L'accord commercial qui a été signé n'est et ne pouvait être qu'un compromis.

L'Exposé des motifs du projet de loi et le Rapport de la Commission spéciale de la Chambre ont fourni tous les renseignements désirables en ce qui concerne les principales dispositions de l'Accord et notamment quant au régime conventionnel qui y est stipulé.

Ils ont mis excellemment en lumière les caractéristiques de l'Accord signé entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la France. Il nous paraît superflu d'y revenir.

A la demande d'un membre de la Commission, nous avons joint en annexe au rapport un tableau donnant pour les principaux produits pour lesquels nous avons obtenu une concession, la comparaison des droits actuels et convenus avec les droits d'avant-guerre valorisés d'après le taux actuel de la monnaie française. On peut se rendre compte ainsi dans quelle mesure le régime actuel est aggravé par rapport à l'avant-guerre. Nous joignons également en annexe un tableau donnant les éléments ci-dessus pour les produits agricoles.

Ces tableaux toutefois appellent une observation. On ne peut pas conclure du fait que le droit actuel est, en valeur-or, supérieur au droit d'avant-guerre, que la protection a été augmentée. En effet, la valeur-or des produits a augmenté depuis 1914 dans une proportion variable mais qui est en moyenne de 40 p. c.

Il s'ensuit qu'un droit de douane calculé en or qui ne dépasse pas le taux de 1914 de plus de 40 p. c. n'a pas une incidence supérieure au droit d'avant-guerre

* * *

Les sympathies de la Belgique allant depuis toujours vers un régime de liberté commerciale, elle est en droit d'attendre des autres pays, dont les marchandises pénètrent facilement sur son marché, qu'ils réservent en retour aux produits belges un traitement supportable. Ceci est l'œuvre des conventions commerciales. Instruments de progrès et de stabilité, de tels accords enlèvent aux conditions de la concurrence internationale ce qu'elles peuvent avoir de particulièrement âpre; provoquant de la sorte un rapprochement économique, ils contribuent aussi à développer parmi les peuples des sentiments de féconde entente et servent de la façon la plus heureuse la cause sacrée de la paix.

Votre Commission pense que l'accord

constitue, ainsi que le dit l'Exposé des motifs, un compromis acceptable.

Pour les différentes raisons qui sont énoncées dans le présent rapport, elle le recommande à votre approbation.

Elle ajoute aux motifs qui ont déjà été indiqués les considérations suivantes :

L'accord du 23 février tout en ne nous accordant pas les satisfactions que nous étions en droit d'escompter, procure cependant à la Belgique une situation moins défavorable que celle qu'elle avait auparavant. Il donnera avant tout à notre commerce la garantie, qui lui manquait depuis l'armistice, d'une stabilité dans ses rapports avec la France.

Par là l'acte qui vous est soumis, outre qu'il donne satisfaction à une des nécessités vitales de notre exportation, est dans la ligne des résolutions de la Conférence économique de Genève.

L'accord, qui n'est conclu que pour la durée d'un an et qui est revisible après cette date, n'est somme toute qu'une première approximation, que l'ébauche d'un traité plus large qui pourra être conclu aussitôt que les circonstances permettront une conciliation plus accentuée des deux systèmes en présence, et un resserrement plus étroit des relations économiques entre les trois pays.

Ainsi donc ce règlement peut appeler des réserves et il eût été souhaitable, étant donné surtout l'état de notre balance commerciale avec notre grande voisine, — état qui est accusé par le tableau ci-annexé, — que la barrière de ses droits fût abaissée plus qu'il n'est prévu.

Mais tel quel, il comporte tout de même des satisfactions pour plusieurs

de nos industries; des améliorations plus étendues couronneront, espérons-le, dans l'avenir, l'œuvre édiflée à ce jour.

En tout cas, ce pacte écartera des difficultés qui, vis-à-vis d'un pays comme la France, eussent été particulièrement pénibles et il maintiendra, en les consolidant, des rapports que de grands souvenirs ont intimement scellés.

Le Sénat a pu se rendre compte combien difficile et ardue fut la tâche des négociateurs de l'Union belgo-luxembourgeoise.

Pour la mener à bonne fin, il fallait des aptitudes peu communes, à la fois techniques et diplomatiques.

Votre Commission s'associe aux éloges qui ont été décernés à bon droit à nos délégués par la Commission spéciale de la Chambre des Représentants. Elle tient de son côté, à rendre hommage à leur dévouement, à l'excellence de leur méthode de travail, à leur perspicacité, à leur compétence, et au souci qu'ils ont eu de pourvoir, dans la mesure du possible, à l'ensemble de nos intérêts commerciaux et industriels.

Votre Commission spéciale vous propose, à l'unanimité des membres présents sauf une abstention, l'adoption du projet de loi.

Le Président,

Cte T'KINT DE ROODENBEKE.

Le Rapporteur,

A. HUISMAN VAN DEN NEST.

ANNEXE I

TABLEAU COMPARATIF DES DROITS

NUMÉROS DU TARIF FRANÇAIS.	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	UNITÉS DE PERCEPTION.	DROITS OBTENUS (coefficients compris).
1.	Chevaux :		
	Entiers, hongres et juments de cinq ans et plus .	tête.	630 »
	— — — de moins de cinq ans.	tête.	420 »
	Poulains	tête.	210 »
Ex. 158	Légumes frais :		
	Chicorée dite « Witloof »	100 kilogr.	7 80
	Légumes conservés en boîtes ou en récipients her- métiquement clos :		
	Petits pois, haricots verts et carottes.	100 kilogr.	52 50
Ex. 163	Racines de chicorée sèches, non torréfiées	100 kilogr.	17 »
Ex. 170	a) Plantes vivantes de serre chaude. — — — froide	100 kilogr.	25 »
	b) Plantes à massifs, dites plantes molles servant à la décoration des jardins et nécessitant un abri en hiver	100 kilogr.	35 »
	6° Plantes vivantes de pépinières, arbres et ar- bustes fruitiers, forestiers et d'ornement et jeunes plantes des mêmes végétaux, plantes vivaces de pleine terre :		
	a) A racines nues	100 kilogr.	25 »
	b) En mottes	100 kilogr.	15 »
Ex. 177	Pierres ouvrées, y compris les pierres de construc- tion ouvrées :		
	Taillées ou sciées, à surface plane et ayant d'épais- seur :		
	16 centimètres ou plus.	100 kilogr.	exemptes.
	De 4 à 16 centimètres (y compris l'écaussine) .	100 kilogr.	1 36

NEXE I.

DROITS D'AVANT-GUERRE VALORISÉS.	DROITS AVANT LA REVISION DOUANIÈRE.	DROITS DU PROJET DE TARIF.	DROITS DE LA REVISION TARIFAIRE EFFECTIVEMENT RÉALISÉE : A. = Additif. B. = Accord franco-allemand.
750 »	630 »	500 »	—
500 »	420 »	325 »	—
250 »	210 »	165 »	—
30 »	10 20	15 »	A. 15 »
90 »	27 20	52 50	A. 52 50
15 »	9 »	20 »	A. 20 »
15 »	17 »	35 »	A. 35 »
exemptes.	exemptes.	25 »	A. 25 »
exemptes.	exemptes	jusque 20 centim. exemptes de 4 à 20 centimètres	—
2 »	1 36	4 »	—

Ex. 177
(suite)

Moulurées ou polies :

Pierres autres :

Monuments funéraires, moulurés, non polis ou à moulures polies, y compris ceux en écaussine, moulurés non polis

100 kilogr. 20 »

Moulurés non polis, y compris ceux en écaussine moulurés

100 kilogr. 8 »

348

Glaces :

1^o Glaces brutes, mesurant au maximum 13 millimètres d'épaisseur :

A. Non armées

mètre carré. 9 »

B. Armées

mètre carré. 11 »

2^o Glaces polies ou doucies en blanc, mesurant moins de 10 millimètres d'épaisseur et un demi-mètre carré et plus de superficie :

A. Carrées ou rectangulaires, à bords bruts de coupe ayant de superficie :

Un demi-mètre carré à un mètre carré

mètre carré. 14 »

Plus de 1 mètre carré à 2 mètres carrés

mètre carré. 16 »

Plus de 2 mètres carrés

mètre carré. 19 »

B. Carrées ou rectangulaires à bords travaillés, découpées autrement qu'en carrés ou rectangles, chanfreinées, biseautées, gravées ou dépolies, émaillées ou décorées

Droits ci-dessus majorés de 20 %.

C. Argentées ou étamées

Droits des paragraphes précédents, selon le cas, majorés de 15 %.

D. Armées

Droits des paragraphes précédents, selon le cas, majorés de 25 %.

E. Bombées

Droits des paragraphes précédents, selon le cas, majorés de 40 p. %.

15 »	10 20	30 »	B. 30 »
5 »	3 40	10 »	B. 10 »
10 »	10 20	10 »	B. 9 »
12 50	12 24	12 50	B. 11 »
15 »	14 70	17 50	B. 14 »
17 50	17 50	20 »	B. 16 »
		22 50	B. 19 »
Droits ci-dessus, majorés de :			
15 et 17.50	20 %	25 %	B. 20 %
Droits des paragraphes précédents, selon le cas, majorés de :			
15 et 17.50	15 %	20 %	B. 15 %
Droits des paragraphes précédents majorés de :			
15 et 17.50	25 %	30 %	B. 25 %
Droits des paragraphes précédents majorés de :			
15 et 17.50	40 %	45 %	B. 40 %

Ex. 350	Gobeletterie de verre ou de cristal :		
	A. Articles pour l'éclairage autres que lampes, lustres, pièces de lustrerie, appliques, etc. Réflecteurs, abat-jour, globes, tulipes, garde-brise ou verrines.		
	1 ^o Blancs ou teintés dans la masse et unicolores :		
	Même rodés, flettés sur les bords ou percés, unis ou avec reliefs ou ornements, obtenus par un seul moulage	100 kilogr.	90 »
	B. Pièces pour le service de la table ou de la toilette, l'ameublement, l'ornementation des habitations et articles de bureau, vases, jardinières, coupes, porte-bouquets, etc.		
	Blancs ou teintés dans la masse et unicolores, dépontillés ou bien flettés sur les bords :		
	Unis	100 kilogr.	65 »
	<i>Note.</i> — Sur demande énoncée dans la déclaration, les verres à pied, les gobelets et les chopes rentrant dans le paragraphe ci-dessus, seront dédouanés à raison de 15 p. c. <i>ad valorem</i> sous réserve d'un minimum de perception de 12 francs (coefficient 4) aux 100 kilogrammes (48 francs).		
	Autres :		
	a) Unicolores : avec reliefs ou ornements obtenus par moulage	Valeur.	18 % avec minimum de perception de 56 francs par 100 kilog.
	b) Taillés, gravés, dépolis, avec surface flettée, multicolores; décorés, revêtus d'incrustations, d'applications, garnis ou montés de métal non précieux, etc.	Valeur.	20 %
Ex. 351	Verres à vitres ordinaires :		
	Pour les verres dont la superficie ne dépasse pas 0.50	100 kilogr.	60 »
	Pour ceux dont la superficie excède 0m50	100 kilogr.	70 »

45 »	70 20	{ unis : 100 » autres:135 »	{ B. 120 »
20 et 30	31.20 ou 46.80	100 »	B. 65 »
80 et 160 aux 100 kilogr.	75.20 ou 150.40 aux 100 kilogr.	135 aux 100 kilogr.	B. 20 % <i>ad valor.</i>
160 fr. aux 100 kilogr.	150.40 aux 100 kilogr.	25 %	B. 20 % <i>ad valor.</i>
30 »	51 »	45 ou 75 ou 100	A. 60 »
57 50	67 85	50 ou 88 ou 100	A. 70 »

365

Fils de jute non polis, mesurant au kilogramme en
fil simple :

Purs, simples, écrus :

En écheveaux :

Jusqu'à 2,000 mètres	100 kilogr.	38 88
De 2,001 à 4,000 mètres	100 kilogr.	43 20
De 4,001 à 6,000 mètres	le kilogr.	0 63
De 6,001 à 7,000 mètres	le kilogr.	0 85
Plus de 7,000 mètres.	le kilogr.	4 15

Sur épeules ou épeulots, en pelotes, cartes ou tous
autres :

Jusqu'à 2,000 mètres	100 kilogr.	42 77
De 2,001 à 4,000 mètres	100 kilogr.	47 32
De 4,001 à 6,000 mètres	le kilogr.	0 69
De 6,001 à 7,000 mètres	le kilogr.	0 95
Plus de 7,000 mètres.	le kilogr.	1 27

Purs, simples, blanchis ou teints en écheveaux :

Jusqu'à 2,000 mètres	100 kilogr.	56 16
De 2,001 à 4,000 mètres	le kilogr.	0 63
De 4,001 à 6,000 mètres	le kilogr.	0 81
De 6,001 à 7,000 mètres	le kilogr.	1 04
Plus de 7,000 mètres.	le kilogr.	1 33

Sur épeules ou épeulots, en pelotes, cartes ou tous
autres :

Jusqu'à 2,000 mètres	le kilogr.	0 62
De 2,001 à 4,000 mètres	le kilogr.	0 69
De 4,001 à 6,000 mètres	le kilogr.	0 89
De 6,001 à 7,000 mètres	le kilogr.	1 14
Plus de 7,000 mètres.	le kilogr.	1 49

33 75	43 20	45 »	—
37 50	48 »	50 »	—
0 55	0 70	0 70	—
0 75	0 96	0 95	—
1 »	1 28	1 25	—
40 50	51 84	54 »	—
45 »	57 60	60 »	—
0 66	0 83	0 84	—
0 90	1 15	1 14	—
1 20	1 54	1 50	—
48 75	65 20	67 50	—
0 52	0 70	0 72	—
0 70	0 90	0 92	—
0 90	1 15	1 17	—
1 15	1 47	1 47	—
0 58	0 77	0 81	—
0 63	0 83	0 87	—
0 84	1 09	1 11	—
1 08	1 41	1 41	—
1 38	1 75	1 77	—

365 bis	Purs, retors, écrus :		
	En écheveaux :		
	Jusqu'à 2,000 mètres	100 kilogr.	50 52
	De 2,001 à 4,000 mètres	100 kilogr.	56 16
	De 4,001 à 6,000 mètres	le kilogr.	0 81
	De 6,001 à 7,000 mètres	le kilogr.	1 16
	Plus de 7,000 mètres	le kilogr.	1 50
	Sur épeules ou épeulets, en pelotes, cartes ou tous autres :		
	Jusqu'à 2,000 mètres	le kilogr.	0 56
	De 2,001 à 4,000 mètres	le kilogr.	0 62
	De 4,001 à 6,000 mètres	le kilogr.	0 89
	De 6,001 à 7,000 mètres	le kilogr.	1 28
	Plus de 7,000 mètres	le kilogr.	1 65
	Purs, retors, blanchis ou teints :		
	En écheveaux :		
	Jusqu'à 2,000 mètres	le kilogr.	0 75
	De 2,001 à 4,000 mètres	le kilogr.	0 81
	De 4,001 à 6,000 mètres	le kilogr.	1 04
	De 6,001 à 7,000 mètres	le kilogr.	1 33
	Plus de 7,000 mètres	le kilogr.	1 73
	Sur épeules ou épeulets, en pelotes, cartes ou tous autres :		
	Jusqu'à 2,000 mètres	le kilogr.	0 83
	De 2,001 à 4,000 mètres	le kilogr.	0 89
	De 4,001 à 6,000 mètres	le kilogr.	1 14
	De 6,001 à 7,000 mètres	le kilogr.	1 46
	Plus de 7,000 mètres	le kilogr.	1 93

43 85	56 13	58 50	—
48 75	65 20	65 »	—
0 71	0 90	0 91	—
0 97	1 28	1 13	—
1 30	1 66	1 62	—
0 53	0 67	0 70	—
0 58	0 75	0 78	—
0 86	1 10	1 09	—
1 17	1 49	1 35	—
1 56	1 99	1 94	—
0 63	0 81	0 86	—
0 68	0 87	0 92	—
0 91	1 16	1 18	—
1 17	1 49	1 40	—
1 49	1 83	1 90	—
0 76	0 96	1 03	—
0 82	1 02	1 10	—
1 09	1 41	1 41	—
1 40	1 79	1 68	—
1 79	2 32	2 28	—

Ex. 372	A. Fils de laine pure peignée :		
	a) Simples :		
	1 ^o Ecrus, mesurant au kilogramme :		
	Pas plus de 40,500 mètres	le kilogr.	1 12
	Plus de 40,500, pas plus de 50,500 mètres . .	le kilogr.	1 44
	— 50,500 — 60,500 — . .	le kilogr.	1 76
	— 60,500, — 70,500 — . .	le kilogr.	2 08
	— 70,500, — 80,500 — . .	le kilogr.	2 40
	— 80,500, — 90,500 — . .	le kilogr.	2 72
	— 90,500, — 100,500 — . .	le kilogr.	3 04
	— 100,500 mètres	le kilogr.	3 20
	2 ^o Blanchis, teints ou imprimés :		
	Même spécification que ci-dessus.		
	Pas plus de 40,500 mètres	le kilogr.	2 62
	Plus de 40,500, pas plus de 50,500 mètres . .	le kilogr.	2 94
	— 50,500, — 60,500 — . .	le kilogr.	3 25
	— 60,500, — 70,500 — . .	le kilogr.	3 58
	— 70,500, — 80,500 — . .	le kilogr.	3 90
	— 80,500, — 90,500 — . .	le kilogr.	4 22
	— 90,500, — 100,500 — . .	le kilogr.	4 54
	— 100,500 mètres	le kilogr.	4 70
Ex. 373	B. Fils de laine pure cardée :		
	Simples, blanchis ou non, mesurant au kilo-		
	gramme :		
	10,000 mètres au moins	le kilogr.	1 02
	Plus de 10,000, pas plus de 15,000 mètres . .	le kilogr.	1 50
	— 15,000, — 20,000 — . .	le kilogr.	2 04
	— 20,000, — 30,500 — . .	le kilogr.	2 52
	— 30,500 mètres	le kilogr.	3 06

1 40	1 90	1 50	—
1 80	2 44	1 95	—
2 20	2 99	2 40	—
2 60	3 53	2 85	—
3 »	4 08	3 25	—
3 40	4 62	3 70	—
3 80	5 16	4 15	—
4 »	5 44	4 40	—
	blanchis	teints ou imprimés	
—	1 90	3 60	3 »
—	2 44	4 15	3 45
—	2 99	4 69	3 90
—	3 53	5 24	4 35
—	4 08	5 78	4 75
—	4 62	6 32	5 20
—	5 16	6 87	5 65
—	5 44	7 14	5 90
0 75	1 02	1.50 ou 1.75	—
1 10	1 50	1.75-1.95 ou 2.20	—
1 50	2 04	2.20 ou 2.40	—
1 85	2 52	2.40-2.60 ou 2.80	—
2 25	3 06	2 80	—

Ex. 372 (suite).	Simples, teints ou imprimés, mesurant au kilogramme :		
	10,000 mètres ou moins	le kilogr.	2 52
	Plus de 10,000, pas plus de 15,000 mètres . .	le kilogr.	2 92
	— 15,000, — 20,000 — . .	le kilogr.	3 33
	— 20,000, — 30,500 — . .	le kilogr.	3 67
	— 30,500 mètres	le kilogr.	4 15
	Retors, pour tissage, blanchis ou non, mesurant au kilogramme en fil simple :		
	10,000 mètres ou moins	le kilogr.	1 22
	Plus de 10,000, pas plus de 15,000 mètres . .	le kilogr.	1 84
	— 15,000, — 20,000 — . .	le kilogr.	2 45
	— 20,000, — 30,500 — . .	le kilogr.	2 99
	— 30,500 mètres	le kilogr.	3 67
	Retors pour tissage, teints ou imprimés, mesurant au kilogramme, en fil simple :		
	10,000 mètres ou moins	le kilogr.	2 72
	Plus de 10,000, pas plus de 15,000 mètres . .	le kilogr.	3 20
	— 15,000, — 20,000 — . .	le kilogr.	3 67
	— 20,000, — 30,500 — . .	le kilogr.	4 08
	— 30,500 mètres	le kilogr.	4 62
Ex. 387	Linge de table damassé, en lin :		
	Ecrû, présentant en chaîne dans un carré de 5 millimètres de côté :		
	Jusqu'à douze fils	le kilogr.	5 50
	Treize et quatorze fils	le kilogr.	7 50
	Quinze, seize et dix-sept fils	le kilogr.	10 »

1 85	2 52	3 ou 3.25	—
2 15	2 92	3.25 ou 3.45 ou 3.70	—
2 45	3 33	3.70 ou 3.90	—
2 70	3 67	3.90 ou 4.10 ou 4.30	—
3 05	4 15	4 30	—
0 90	1 22	2.25 ou 2.62	—
1 35	1 84	2.62 ou 2.92 ou 3.30	—
1 80	2 45	3.30 ou 3.60	—
2 20	2 99	3.60 ou 3.90 ou 4.20	—
2 70	3 67	4 20	—
2 »	2 72	4.50 ou 4.87	—
2 35	3 20	4.87 ou 5.17	—
2 70	3 67	5.55 ou 5.85	—
3 »	4 08	5.85 ou 6.15 ou 6.45	—
3 40	4 62	6 45	—
4 65	7 07	5 50	—
6 45	9 80	7 50	—
8 25	12 54	10 »	—

Ex. 387 (suite).	Dix-huit, dix-neuf et vingt fils	le kilogr.	15 50
	Vingt et un, vingt-deux et vingt-trois fils . . .	le kilogr.	23 »
	Plus de vingt-trois fils	le kilogr.	31 »
	Imprimé, chiné, blanchi, teint ou mélangé de fils blancs, teints ou chinés	Droits du linge damassé écru, majoré de 40 %	
420bis	Dentelles à la main, écruës, blanchies ou teintées, mercerisées ou non, en pièces ou fabriquées avec des fils écruës, blanchis ou teints glacés ou mer- cerisés ou non, pesant aux 100 mètres carrés :		
	20 kilogrammes et moins	le kilogr.	65 »
	Plus de 20 kilogrammes	le kilogr.	45 »
Ex. 443	Bonnetterie de laine :		
	3 ^o Bas et chaussettes pesant par douzaine de paires d'objets uniformes :		
	a) Sans fantaisie :		
	Plus de 1 kilogramme	le kilogr.	19 »
	De 1 kilogramme à 900 grammes exclusivement .	la douzaine de paires.	22 50
	900 grammes ou moins	la douzaine de paires.	25 »
	4 ^o Autres objets en tous genres, y compris les vêtements ou parties de vêtements ajustés ou non :		
	a) Sans fantaisie :		
	1. Constitués par des tissus à mailles simples et pesant par douzaines d'objets uniformes : Plus de 3 ^k 500	le kilogr.	19 »
	Moins de 3 ^k 500	le kilogr.	22 50
	2. Autres.	le kilogr.	25 »
Ex. 461b	Papiers de tenture (autres que le lincrusta et simi- laires) et bordures de papiers de tenture :		
	Autres	100 kilogr. net	135 »

13 25	20 14	15 50	—
19 75	30 02	23 »	—
26 50	40 28	31 »	—
Droits ci-dessus, majorés de			
40 %	40 %	40 %	—
17.50 à 75.87	de 25.20 à 109.20	de 40.32 à 129.60	—
15 »	24 30	25 »	B. 19 »
			B. 22 50
			B. 25 »
15 »	24 30	20, 25 ou 30	B. 19 »
85 »	115 »	160 »	B. 160 »

Ex. 476B	Peaux pour semelles même lissées, cylindrées ou battues :		
	Obtenues par tannage végétal :		
	Croupions.	100 kilogr.	170 »
	Collets, avec ou sans tête	100 kilogr.	105 »
Ex. 510A	Machines à vapeur fixes et machines de navigation toujours séparées de leurs chaudières, pompes à vapeur, compresseurs d'air et de gaz divers et tous moteurs non dénommés ailleurs :		
	A piston, pesant par unité :		
	25,000 à 50,000 kilogrammes exclus	100 kilogr.	95 »
	5,000 à 25,000 kilogrammes exclus.	100 kilogr.	125 »
	1,000 à 5,000 kilogrammes exclus	100 kilogr.	140 »
	250 à 1,000 kilogrammes exclus	100 kilogr.	160 »
	Moins de 250 kilogrammes	100 kilogr.	180 »
	Sans piston, pesant par unité :		
	100,000 kilogrammes et plus	100 kilogr.	145 »
	50,000 à 100,000 kilogrammes exclus	100 kilogr.	175 »
	10,000 à 50,000 kilogrammes exclus	100 kilogr.	225 »
	1,000 à 10,000 kilogrammes exclus.	100 kilogr.	275 »
	250 à 1,000 kilogrammes exclus	100 kilogr.	380 »
Ex. 512B	Machines locomotives :		
	Locomotives tenders, à deux cylindres, à trois essieux moteurs, sans surchauffe ni frein à vide ou à air comprimé, à voie normale, à roues d'un diamètre inférieur à 1 ^m 15 :		
	Pesant de 30 tonnes inclusivement à 35 tonnes inclusivement.	100 kilogr.	120 »
	Pesant moins de 30 tonnes	100 kilogr. net	132 »

160 »	150 40	175 »	B. 175 »
90 »	84 90	110 »	B. 110 »
		132 »	B. 100 »
80 »	83 20	168 »	B. 135 »
		180 »	B. 150 »
90 »	93 60	192 »	B. 170 »
130 »	135.20 ou 187.20 ou 208	210 »	B. 190 »
90 »	93 60	210 »	B. 165 »
105 »	109 20	285 »	B. 190 »
		350 et 400	B. 250 »
120 »	124 80	455 »	B. 300 »
135 »	140 40	585 »	B. 400 »
		165 »	B. 150 »
75 »	81 »	170 »	B. 165 »

520	Machines à fabriquer le papier, la pâte, etc., pesant :		
	Plus de 350 tonnes	100 kilogr.	60 »
	De 100 à 350 tonnes	100 kilogr.	80 »
	100 tonnes et moins :		
	Machines à fabriquer le papier proprement dites .	100 kilogr.	85 »
	Autres	100 kilogr.	95 »
Ex. 522	Machines pour l'agriculture et l'horticulture (moteurs non compris) :		
	Ecrémeuses et appareils centrifuges similaires pesant par unité :		
	Plus de 35 kilogrammes	100 kilogr.	300 »
	35 kilogrammes ou moins	100 kilogr.	380 »
	Charrues doubles dites Brabant	100 kilogr.	90 »
529	Plaques et rubans de cardes en fil de fer ou d'acier, boutés sur tissus, avec ou sans caoutchouc, bourrés ou non bourrés	100 kilogr.	600 »
529bis	Plaques et rubans de cardes en cuir non boutés sur tissus, garnis de pointes de fer ou d'acier, ayant à la base moins de 1 millimètre de diamètre . .	100 kilogr.	600 »
Ex. 581	Fusils de chasse (y compris les canardières) se chargeant par la culasse :		
	A percussion centrale :		
	A chiens extérieurs :		
	1 ^o Top rond à canons ronds	le kilogr.	20 »
	2 ^o Top bascules rondes, bandes prolongées ou Greener à canons plats	le kilogr.	29 »
	3 ^o A triple verrou, canons plats et platines encastrées (platines avant)	le kilogr.	30 »

{ 40 »	33 60	{ 72 » 120 »	B. 60 » B. 80 »
{ 40 »	33 60	170 »	B. 95 »
{ 15 % <i>ad valorem</i> .	15 % <i>ad valorem</i> .	{ 325 » 490 »	B. 300 » B. 380 »
75 »	96 »	100 »	B. 110 »
825 »	891 »	500, 900 ou 15 % <i>ad valorem</i> .	B. 891 »
825 »	891 »	10 %	B. 891 »
{ 40 »	23 40	{ 33 »	—
	32 50	{ 32 »	—
	35 10	{ 50 »	—

Ex. 581 (suite)	A chiens intérieurs :		
	1 ^o Sans éjecteur avec ou sans platine	le kilogr.	31 »
	2 ^o Avec éjecteur :		
	Sans platine	le kilogr.	54 »
	Avec mécanisme sur platines	le kilogr.	90 »
	Fusils à répétition automatiques ou semi-automatiques	le kilogr.	40 »
	Carabines à un ou plusieurs canons :		
	A âme lisse :		
	Calibre 6 $\frac{m}{m}$ à 9 $\frac{m}{m}$ inclus	le kilogr.	13 »
	Calibre 9 $\frac{m}{m}$ exclus à 14 $\frac{m}{m}$ inclus	le kilogr.	19 50
Ex. 614b	A âme rayée :		
	D'un poids inférieur ou égal à 1 ^k 500	le kilogr.	13 »
	Supérieur à 1 ^k 500 et ne dépassant pas 2 ^k 500	le kilogr.	19 50
	1 ^o Motocycles et motocyclettes	100 kilogr.	800 »
	2 ^o Accessoires et pièces détachées de vélocipèdes :		
	Autres pièces ou objets, y compris les valves pour chambres à air, freins, pièces de freins, graisseurs, ressorts pour selles, roues et parties de roues, etc. :		
	En métal commun :		
	Brutes ou simplement ébarbées :		
	Raccords	100 kilogr.	300 »
	Autres	100 kilogr.	400 »
Ex. 624	Feutres à polir :		
	En laine pure ou mélangée de poils, la laine dominant en poids	100 kilogr.	1,200 »
	En laine et poils, le poils dominant en poids	100 kilogr.	550 »
	En poils grossiers	100 kilogr.	380 »

{ 55 » }	36 40	50 »	—
	58 50	75 »	—
	97 50	125 »	—
30 »	48 10	65 »	—
{ 30 » }	13 »	15 »	—
	19 50	22 50	—
	13 »	19 »	—
	19 50	23 »	—
1,100 »	704 »	1,000 »	B. 900 »
{ 1,100 » }	704 »	700 »	B. 700 »
	—	—	—
350 »	476 »	1,300 »	B. 1,300 »
125 »	170 »	1,300 »	B. 1,300 »

30

30

ANNEXE II

TABLEAU COMPARATIF

DES

DROITS SUR LES PRODUITS AGRICOLES

(Ce tableau paraîtra incessamment)

ANNEXE III

Certains membres de la Commission ayant exprimé le désir d'avoir des explications complémentaires au sujet de quelques points particuliers de l'Accord, on trouvera ci-dessous les réponses de l'Administration.

Ad -ART. 2 et 3.

Convention des droits ad valorem afférents aux soieries en droits spécifiques.

Dans le Protocole de clôture, *ad art. 2 et 3*, il est stipulé que chacune des parties contractantes se réserve la faculté de convertir en droits spécifiques les droits *ad valorem* repris à l'Accord.

Il est clair que cette conversion éventuelle doit être opérée de telle façon que la clause contractuelle ne puisse par ce moyen être en partie éludée.

Pour les soies et soieries, les articles présentent pour la France un intérêt tel qu'elle a estimé nécessaire de prévoir en cas de conversion, un accord préalable.

ART. 6.

Mode de perception des droits ad valorem à l'entrée de France.

L'article 6 indique les règles suivant lesquelles est déterminée en France la valeur des marchandises lorsque celles-ci, d'après le tarif des droits d'entrée, sont assujetties à des droits *ad valorem*.

A défaut de clause conventionnelle concernant cet objet, nous eussions été exposés à ce que les règles visées fussent appliquées sans aucun tempérament aux produits de l'Union économique belgo-luxembourgeoise. Or, parmi les dispositions ici en cause, il en est une — la dernière — qui était de nature à justifier des appréhensions.

Ci-après cette disposition :

« A l'égard de divers produits ou marchandises dont l'énumération fera l'objet de décrets rendus après avis d'une commission consultative interministérielle siégeant au Ministère du Commerce et de l'Industrie, la valeur imposable pourra être celle indiquée par les mercuriales officielles ou par des barèmes concertés avec les groupements industriels et commerciaux intéressés et agréés par les départements ministériels compétents. »

Ainsi pour tous produits, car à cet égard le texte qui vient d'être reproduit n'est pas limitatif, le Gouvernement français aurait pu, par simple décret, décider que, pour le calcul des droits *ad valorem*, les agents de la perception auraient à considérer, non point les valeurs effectives, mais des valeurs inscrites dans des mercuriales ou des barèmes agréés par les Départements ministériels.

Il y avait là pour notre trafic d'exportation un sérieux aléa.

Cet aléa disparaît grâce aux conditions d'application qui sont précisées, *ad article 6*, dans le Protocole de signature.

Il y est stipulé, en effet, que « pour l'application de l'article 6, alinéa 5, le Gouvernement français déclare que cet article n'est point destiné à substituer les prix intérieurs aux prix réels de l'étranger, comme base de perception des droits, mais à fixer *pour les seuls produits dont la valeur ne saurait être déterminée sur d'autres bases*, une valeur forfaitaire, pour l'établissement de laquelle il doit être tenu compte à la fois des prix pratiqués à l'intérieur et des prix réels pratiqués sur les principaux marchés extérieurs. »

Et dans l'alinéa suivant, *ad* article 6 du Protocole, un recours est même ouvert aux Gouvernements belge ou luxembourgeois.

De tout quoi il résulte que l'intérêt réel en cette espèce réside, non point dans le libellé de l'article 6, mais au contraire dans les dispositions du Protocole qui enlèvent au texte de cet article ce qu'il pouvait présenter de dangereux pour nous.

A l'objection éventuelle qu'il eût été plus simple d'éliminer de l'article 6 l'alinéa final, il est à répondre que la France n'eût pas accepté de restreindre à ce point ses pouvoirs concernant la perception des droits *ad valorem*.

Le régime défini ci-dessus n'est pas applicable aux automobiles. Pour ces produits le régime ancien est maintenu. Le droit *ad valorem* est perçu sur la base de la valeur déclarée à l'importation.

ART. 12.

L'article 12 formule l'engagement pris par les deux parties contractantes de n'entraver l'échange des marchandises par aucune prohibition ou restriction d'importation ou d'exportation.

Aux exceptions que le droit commun a reconnues dans des cas bien déterminés, les dispositions du Protocole de signature ajoutent cette réserve que chaque partie conserve la faculté de prendre à l'exportation ou à l'importation toutes mesures nécessaires pour faire face à des circonstances extraordinaires et anormales et pour assurer la sauvegarde des intérêts vitaux, d'ordre économique ou financier du pays.

Cette réserve figurait dans le projet de convention internationale pour l'abolition des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation. Il est vrai que le texte définitif de la Convention que la Belgique, la France et le Luxembourg ont toutes les trois signée à Genève, le 8 novembre 1927, est plus restrictif. Mais l'entrée en vi-

gueur de cette convention n'est point encore certaine. Elle dépend du nombre des Etats qui la ratifieront. Dans ces conditions, il a paru préférable de ne point se lier dès maintenant par un texte trop rigide.

Au surplus, la réserve énoncée plus haut a été définie de manière à en limiter la portée.

Les prohibitions et restrictions ne pourront être établies qu'en cas de nécessité exceptionnelle et ne pourront constituer un moyen arbitraire de protéger la production nationale ou d'établir une discrimination au détriment de l'Etat contractant. Leur durée devra être limitée à la durée des motifs ou des circonstances qui les ont fait naître.

D'autre part, la réserve formulée est considérée comme ne devant pas recevoir d'application nouvelle dans les circonstances actuelles où se trouve l'économie des deux pays, et qu'elles réservent seulement une faculté éventuelle, dont les Hautes Parties contractantes entendent ne faire usage que s'il se produisait des circonstances d'une gravité exceptionnelle qu'elles ne prévoient pas.

Enfin, si l'une des Parties contractantes apparaissait à l'autre comme fondant sur les dispositions des deux alinéas précédents des mesures de nature à rompre au détriment de celle-ci, l'équilibre des avantages et concessions résultant du présent Accord, celle-ci pourrait demander l'ouverture de négociations immédiates, et, si ces négociations n'aboutissaient pas dans un délai de quarante-cinq jours à dater de la demande, dénoncer le présent Accord pour prendre fin deux mois après.

ART. 16.

La portée pratique de la disposition inscrite au Protocole de signature relativement à cet article, est de conférer la nationalité belge ou luxembourgeoise aux produits énumérés lorsque ces pro-

duits sont fabriqués dans l'Union même avec des matières premières en provenance d'un pays ne bénéficiant pas en France du tarif minimum.

Cette disposition est d'ailleurs inscrite déjà dans le Traité franco-allemand du 17 août 1927.

ART. 17.

*Observations préliminaires
du tarif français.*

§ 55. — *Condition de prise à terre.* — Les modérations de droits établies en raison des pays de provenance ou de production ne sont applicables que lorsqu'il est justifié que les marchandises ont été importées en droiture des pays de provenance ou de production désignés par la loi et qu'elles y ont été prises à terre (Loi du 16 mai 1863, art. 23).

§ 65. — *Conditions de transport exigibles pour l'application du tarif minimum.* — En vertu des dispositions de l'arti-

cle 23 de la loi du 16 mai 1863, rappelées au n° 55 ci-dessus et des stipulations des traités de commerce, le bénéfice des taxes réduites inscrites dans le tarif minimum est, en principe, subordonné à l'importation directe. On admet d'ailleurs que les produits peuvent, sans perdre leur droit au tarif minimum, emprunter la voie d'un pays tiers, pourvu qu'il s'agisse d'un pays ayant droit lui-même au tarif minimum, la surtaxe d'entrepôt ou d'origine restant due, suivant le cas.

Pour les produits des pays d'Europe soumis au tarif général, à l'égard desquels la loi exige le transport en droiture des pays de production (tableau D annexé à la loi du 11 janvier 1892), le tarif général, majoré de la surtaxe d'origine, devient applicable lorsque cette condition ne se trouve pas remplie.

Consulter le n° 503 ci-après au sujet des produits des pays d'Europe admis au tarif minimum de la nature de ceux repris au tableau D de la loi du 11 janvier 1892.

ANNEXE IV

Plusieurs membres ayant développé en Commission les arguments contenus dans les requêtes adressées aux membres du Parlement par l'Association cotonnière de Belgique et l'Association belge de Tissage concernant l'Accord du 23 février, nous publions ci-après la réponse faite par M. le Ministre des Affaires Etrangères à ces organismes :

« DIRECTION B.
Section A. C.

» MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

» Vous avez bien voulu me communiquer, par votre lettre du 16 mars, la requête que l'Association cotonnière de Belgique et l'Association belge de tissage ont adressée aux Membres du Parlement au sujet de l'Accord commercial franco-belge.

» L'industrie cotonnière a, dans l'économie de notre pays, une importance considérable. Je puis vous donner l'assurance que j'ai la vive préoccupation, pour autant qu'il dépende de mon Département, de sauvegarder ses intérêts et de favoriser sa prospérité. Cette préoccupation fut tout particulièrement présente à notre esprit au cours de nos récentes négociations avec la France. Bien avant que les pourparlers ne débussent, mon honorable prédécesseur vous en donnait d'ailleurs l'assurance par une lettre du 2 mars 1927.

» Au début de novembre, nos principaux négociateurs entrèrent en contact avec MM. P. de Smedt et Van Gheluwe que l'Association cotonnière et l'Association belge de tissage déléguèrent auprès d'eux, à la demande de mon Département. La ligne de conduite à suivre au cours des pourparlers fut arrêtée de commun accord dans cette réunion.

» Les délégués de l'industrie cotonnière confirmèrent les indications que donnait déjà votre lettre du 27 mai 1927, adressée au Directeur des accords commerciaux de mon Département.

» Vous n'attachiez guère importance à une réduction des droits français sur les fils. « Il n'y aurait pas lieu, » disiez-vous, de faire une concession » onéreuse pour le pays pour obtenir » ce résultat, car si la filature française » a besoin d'ordres, nous ne pourrions » lutter contre elle en France même avec » des droits de douane plus réduits. »

» La Belgique bénéficiera pourtant d'une concession qui ne lui coûtera rien, car elle figure dans l'Accord franco-suisse du 11 mars dernier. Cette concession a pour effet de réduire les droits français de 20 p. c. environ.

» En ce qui concerne les tissus, « il » serait équitable, disiez-vous, que les » droits français ne soient pas supérieurs aux droits belges ».

« Si cette demande ne peut aboutir, » nous croyions, ajoutiez-vous, qu'il » importerait de défendre les positions » acquises dans les rubriques dans lesquelles nous avons exporté durant ces » dernières années et qu'il faudrait » veiller à ce que l'incidence des nouveaux droits ne soit majorée pour ces » rubriques. Les tissus imprimés que » nous exportons en France sont fabriqués par les Indiennes gantoises » et la Société anonyme de Stalle. Les » tissus en fils teints sont fabriqués dans » les deux Flandres et les tissus élastiques » à Deynze. »

» Nos négociateurs se mirent en rapport et eurent de nombreux échanges de vues avec ces entreprises. Et ils obtinrent pour les rubriques qu'elles leur désignèrent non seulement que » l'incidence des nouveaux droits ne fut

» pas majorée », mais qu'elle fut réduite de 20 p. c., allant ainsi au delà de l'objectif minimum que vous leur proposiez.

» Les réductions inscrites dans l'Accord pour les tissus écrus furent demandées à l'intervention de la Chambre de commerce de Thielt et elles devaient d'ailleurs résulter de la concession faite pour les tissus décolorés ou blanchis et les tissus pour impression.

» Les faits étant tels, vous rendrez certainement à nos négociateurs cette justice, Monsieur le Président, qu'ils se conformèrent scrupuleusement aux indications que les associations industrielles compétentes leur donnèrent.

» La requête que vous avez adressée aux membres du Parlement ne tend d'ailleurs point à rejeter l'Accord commercial, mais, au cas où il serait ratifié, à ajuster tout au moins les coefficients applicables aux tissus de coton.

» Vous n'ignorez pas, Monsieur le Pré-

sident, que des ajustements ont été prévus. Suivant le vœu que vous aviez exprimé, l'Accord nous réserve toute liberté de les appliquer, et c'est là, si je ne me trompe, un point auquel vous attachez grande importance. Le Gouvernement se préoccupe en ce moment de fixer le taux de ces ajustements et sa décision ne saurait guère tarder.

» Soucieux de poursuivre, avec l'important groupement que vous représentez, une étroite collaboration, j'ai tenu à préciser les conditions dans lesquelles, en ce qui concerne l'industrie cotonnière, l'Accord commercial a été conclu.

» Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de mes sentiments très distingués. »

*Monsieur le comte J. de Hemptinne,
Président de la Société Coopérative,
Association Cotonnière de Belgique
56, rue Savaen, Gand.*

(ANNEXE V AU N° 102.)

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1927-1928.

Tableau des échanges entre la Belgique et la France

1^o STATISTIQUES BELGES.

Années.	Importations françaises en Belgique ou dans l'Union. (Valeurs.)	Exportation de l'Union vers la France. (Valeurs.)
	(En milliers de francs.)	(En milliers de francs.)
	<i>Importations en Belgique.</i>	<i>Exportations de la Belgique.</i>
1913	1,000,297	762,187
1920	2,317,974	2,526,836
1921	1,784,539	1,638,760
1922 (janv.-mai) . . .	606,468	416,076
	<i>Importations dans l'Union.</i>	<i>Exportations de l'Union.</i>
1922 (mai-déc.) . . .	1,347,154	1,114,029
1923	2,865,609	2,018,886
1924	3,790,691	2,195,793
1925	3,726,527	2,154,066
1926	4,904,283	2,831,769
1927	5,922,645	3,066,881

2^o STATISTIQUES FRANÇAISES.

	<i>Importations de la Belgique.</i>	<i>Exportations en Belgique.</i>
1913	566,277	1,108,499
1920	3,325,484	4,478,937
1921	1,732,495	3,249,907
1922	1,796,493	4,015,454
	<i>Importations de l'Union.</i>	<i>Exportations dans l'Union.</i>
1923	2,533,478	5,721,076
1924	2,734,367	7,222,386
1925	3,096,048	7,601,232
1926	4,462,523	9,406,061
1927	3,735,689	7,572,436

BELGISCHE SENAAT

VERGADERING VAN 29 MAART 1928

Verslag uit naam van de Bijzondere Commissie, belast met het onderzoek van het Wetsontwerp tot goedkeuring van het Handelsakkoord gesloten te Parijs, op 23 Februari 1928, tusschen het Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond en Frankrijk.

(Zie de n^{rs} 124, 158 en de Handelingen van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, vergaderingen van 27 en 28 Maart 1928.)

Aanwezig : de heeren Graaf t'KINT DE ROODENBEKE, voorzitter; LAFONTAINE, onder-voorzitter; BARNICH, BAUDRUX, Ridder BEHAGHEL DE BUEREN, BOËL, CROQUET, DE BROUCKERE, DELANNOY, Baron DELVAUX DE FENFFE, Baron DE MOFFARTS, DENS, DIGNEFFE, EYLENBOSCH, FRANÇOIS, HÉNAULT, HENRICOT, LALEMAND, LEBON, LEURQUIN, LEYNIERS, MATAGNE, MOUSTY, MULLIE, SIMONIS, THIÉBAUT, VAN BELLE, VANDEWIELE, VAN OVERBERGH, VAN ROOSBROECK en HUISMAN VAN DEN NEST, verslaggever.

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

Het U voorgelegde wetsontwerp vergt een dringende goedkeuring. Het is inderdaad noodzakelijk dat zoo spoedig mogelijk, door toepassing van de conventionele rechten ingeschreven in het akkoord van 23 Februari jongstleden, het nadeel worde verholpen waaronder onze industrieelen lijden, sedert het van kracht worden van het Fransch-Duitsche handelsverdrag en het Franche tol-additief.

* *

Het laatste eigenlijke handelsverdrag dat België en Frankrijk hebben onteekend, dagteekent van 31 October 1881.

Het verviel in 1892, als wanneer Frankrijk den steven handelspolitiek beslist op een onbewimpeld protectionisme richtte. Het werd vernieuwd noch vervangen.

Sedertdien, zoo men gedeeltelijke combinaties, toevallige *modus vivendi* uitzondert, hebben beide landen geleefd, op tolgelied, onder een simplistisch en voorloopig stelsel, dat het gevolg was van de verklaringen die in 1892 werden gewisseld, naar luid waarvan het voordeel van het Franche minimum-tarief aan België werd toegestaan, terwijl ons land de behandeling van de meest begunstigde natie aan Frankrijk waarborgde.

De onvolmaaktheden van dit stelsel, die vóór 1914 reeds opvielen, werden na den oorlog nog duidelijker; de vloed van protectionisme, de wijzigingen aan de toltarieven, ook het feit dat beide landen meer en meer neiging aan den dag legden gelijkaardige bedrijven te bezitten in plaats van aanvullende bedrijven, al deze elementen verhoogden de noodwendigheid de handelsbetrekkingen van beide bevriende Staten op een meer volledige en meer vaste basis te gronden.

De Fransch-Duitsche overeenkomst die inmiddels werd getroffen, maakt een regeling met ons land nog dringender.

* *

Om zich rekenschap te kunnen geven van de juiste strekking van het Verdrag dat de Regeering ons verzoekt goed te keuren, past het enkele bijzonderheden toe te lichten omtrent de algemeene voorwaarden van de onderhandelingen en meer voornamelijk van het bedrag en den ernst der verhoogingen van rechten voorkomende in het Fransch-Duitsche handelsverdrag en in voormeld tol-additief.

* *

Sedert lang gaan de verzuchtingen van ons land naar vrijhandel.

De herziening van het toltarief in 1924, evenals de daaropvolgende bepalingen die daaraan wijziging toebrachten, zijn met denzelfden geest bezielde.

In de Memorie van Toelichting van het ontwerp van tolherziening dat de wet van 8 Mei 1924 werd, stond onder meer : « De herziening van het toltarief gaat enkel uit van de bekommring eener redematige aanpassing. De huidige Regeering blijft, evenals haar voorgangster, van meening, dat de Belgische tolpolitiek haar traditioneel karakter van vrijheid moet behouden, dank waarvan het land in het verleden lange tijdperken van stijgende welvaart heeft gekend. »

Dit waren geen ijdele woorden. Want zoo in het vervolg, sommige bijzondere regiemmen moesten worden ingevoerd, hetzij om de nationale markt te beschermen voor den invloed van uitheemsche goederen die uit sommige landen met inzinkende valuta kwamen (1), hetzij om te reageeren tegen een nadeelige behandeling vanwege andere landen (2), zoo werden deze regiemmen enkel

behouden gedurende den vereischten minimum-tijd, daar nieuwe overeenkomsten toelieten terug te keeren tot de algemeene toepassing van een beginsel dat ons nauw aan het harte lag en liggen zal, en wel, de tariefteenheid, zonder eenig onderscheid omtrent oorsprong of herkomst der goederen.

En het was niet alleen bij de herziening in 1924 dat onze gematigdheid bleek, ook nog in Juli 1926, als wanneer voor onze financieele heropbeuring, de Regeering voor den harden plicht kwam te staan van de Natie de zwaarste offers ten behoeve harer Thesaurie te vergen. Alsdan kon niet worden vermeden dat men zijn toevlucht nam tot de opbrengst der tolrechten; doch eens te meer maakte de Memorie van Toelichting een uitdrukkelijk voorbehoud : « De in vooruitzicht gestelde maatregelen moeten worden aangezien als buitengewone en tijdelijke bepalingen. Zij zijn van zuiver fiscaal aard, zonder eenige bekommring om verhooging van de bescherming die het gevolg kon zijn van het tegenwoordig regiem, ten bate van de inheemsche productie. »

Onlangs werden wijze en bezonnen wenken gegeven door de Internationale Economische Conferentie te Genève, met gezag door een uitstekenden landgenoot voorgezeten en waarop de Belgische afgevaardigden de eersten waren om vrijhandel voor te stellen. Op die Conferentie was de Belgische Regeering de eerste die, op plechtige wijze voor het Parlement, erin toestemde zich bij de aldus onderschreven beginselen aan te sluiten (1).

(1) Onder de behandelde vraagstukken komen eerst de toltarieven en handelsverdragen. De ophefmakende conclusies mogen hier wel worden overgenomen.

« De Conferentie acht het oogenblik gekomen om een einde te stellen aan de tarievenverhoging en de tegenovergestelde richting in te slaan.

» Bijgevolg beveelt de Conferentie aan :

» 1° Dat de Naties onmiddellijk maatregelen zouden nemen om de tolbarreelen neer te halen die een ernstige hinder voor den handel zijn, te beginnen met die welke de na-oorlogsche storingen moesten verhelpen ;

» 2° Dat de Staten zouden overgaan tot het sluiten van handelsverdragen op een basis en in voorwaarden welke het beoogd doel nabij komen. »

(1) Duitschland, Tsjecho-Slowakije, Oostenrijk.

(2) Spanje.

Wij voegen daarbij dat niet alleen op tolgebied België blijken van bezadigdheid heeft gegeven. Naast de tarieven ontwikkelen de formaliteiten zich in volle onafhankelijkheid.

In dit opzicht werden onze ruimgeestige stelsels onderstreept, naar aanleiding van eene andere conferentie in 1923 te Genève gehouden tot vereenvoudiging der tolformaliteiten. De overeenkomst die daarvan het gevolg was bevatte al de regelen die bij ons reeds in zwang waren.

Zoo het nuttig scheen even hierover uit te wijden, dan is het omdat de onderhandelingen betreffende het besproken akkoord onder meer sloegen, niet alleen op de Belgische rechten zooals zij thans in het tarief vermeld staan, doch ook gedeeltelijk op rechten opgemaakt in het vooruitzicht van een gebeurlijke aanpassing.

Dit leidt ons tot enkele korte beschouwingen over het spel der coëfficiënten die de basisrechten treffen op het tarief ingeschreven. Men zal zich inderdaad herinneren dat bij de herziening van het toirecht in 1924 de wissel aan herhaalde schommelingen onderhevig was; derhalve zouden de specifieke rechten blootgesteld geweest zijn aan ernstige wijzigingen wat betreft hun grondslag, dat wil zeggen wat betreft het percentage van de waarde dat bedoeld was bij hun vaststelling door de wetgeving, indien niet een regeland gegeven ware uitgedacht geworden om aanpassingen te verwezenlijken.

Aldus en in tegenstelling met hetgeen oningewijden zouden kunnen denken, zijn de verhoogingen van de rechten door het index der coëfficiënten in verhouding tot de oorspronkelijke belasting slechts schijnbare verhoogingen, daar de last in feite aangepast was bij zijn eerste peil, en zelfs zeer dikwijls lager bleef.

* * *

Van 1923 tot 1926 ondergaat het Fransche toltarief haast geen grondige

wijzigingen. Einde 1926 waren de invoerrechten voor haast al de rubrieken dezelfde als op het oogenblik der onderhandelingen die geleid hadden tot het sluiten van het akkoord van 12 Mei 1923, dat door het Belgisch Parlement verworpen werd.

In 1926, bij de inzinking van den Franschen frank, vaardigde de Regeering der Republiek twee achtereenvolgende forfaitaire verhoogingen uit van 30 t. h. over het geheel tarief, om de uitslagen te verhelpen van deze waardevermindering en den grondslag te handhaven van haar toltarief.

Dienvolgens werden al de rechten verhoogd met 70 t. h. Zooals daareven werd gezegd, was België trouwens genoopt gelijkaardige maatregelen te treffen.

Al deze maatregelen waren echter slechts voorloopig. Reeds sedert verschillende jaren had Frankrijk besloten zijn tarief, dat van 1892 dagteekent, te vervangen door een nieuw stelsel, beter aangepast bij de nieuwe vereischten van zijn economie, bij den staat van de moderne techniek en dat terzelfdertijd toeliet opnieuw normale economische betrekkingen met Duitschland aan te gaan. Dit nieuwe tarief, vrucht van lang onderzoek, werd aan het Fransche Parlement voorgelegd begin 1927. Zoodra het in België gekend was verwekte het hier een haast algemeen verzet. De ontroering was trouwens dezelfde in de andere landen.

Het nieuwe tarief voorzag, voor de meeste bedrijfstakken, verhoogingen die soms aanzienlijk waren. Er waren slechts uitzonderingen voor de weefstoffen, voor welke de vroegere bedragen waren verminderd in veranderlijke mate, schommelend rondom 20 t. h. ongeveer. Voor al de andere bedrijfstakken werd het reeds zeer hooge bedrag nog verzwwaard.

De verhoogingen waren bijzonder gevoelig voor de produkten van den machinenbouw en voor de chemische produkten. Voor deze twee reeksen koopwaren had Frankrijk, dat inzonder-

heid Duitsche mededinging vreesde, zich omringd met een barreel die practisch den toegang ontzegde.

Onderhandelingen werden aangevat op den grondslag van dit nieuwe tarief-ontwerp, tegelijkertijd met Duitschland, Zwitserland en België.

Middelertwijl werd te Genève de Internationale economische Conferentie geopend.

Talrijke personen hebben haar werk sceptisch onthaald. Doch, voor het besproken vraagpunt, heeft deze conferentie althans een tasbaren uitslag gehad en wel deze Frankrijk te doen afzien van het nieuw tarief dat het had willen toepassen.

De eerste daad die dat land op dit gebied echter stelde na de Conferentie schaadde ons niettemin zeer ernstig. Wij bedoelen het Fransch-Duitsch akkoord van 17 Augustus 1927.

Men weet dat Frankrijk door dit akkoord zijn tolregiem gedeeltelijk heeft herzien. Voor al de producten op de lijst B van dit akkoord ingeschreven, zijn de overeengekomen rechten de definitieve rechten van het Fransche tarief. Zij zijn doorgaans veel lager dan deze van het hoogerbedoelde ontwerp. Nochtans bedragen zij een zeer ernstige verzwaring vergeleken bij het vorig stelsel. Met zich tegen de Duitsche mededinging te willen beschermen, trof Frankrijk ons bij weerslag. Onze uitvoer biedt inderdaad veel gelijkenis met dien van Duitschland. Beide hebben gemeen de producten van den machienenbouw, de glasproducten, de leder-, de papier-artikelen, voortbrengselen getroffen door het Fransch-Duitsch akkoord. Samen met ons trouwens, was ook Zwitserland geraakt.

Ten aanzien van de zeer krachtige eischen van Zwitserland en van België, stelde Frankrijk onderhandelingen open. Het voelde dat het behoud van de eeuwenoude vriendschap die het aan de twee betrokken landen verbindt afhing van aanzienlijke toegevingen in zake

het nieuwe tarief dat het had vastgesteld door zijn akkoord met Duitschland.

In Februari legde de Fransche Regeering aan de Fransche Kamers het tweede deel voor van haar toltarief, deel bekend onder den naam van tol-additief.

Zoodoende gehoorzaamde het aan een tweeledige bezorgdheid. Vooreerst wilde het aan de landbouwvoortbrengselen, waarvoor de rechten in goud berekend veel lager bleven dan de vooroorlogsche bedragen, een normale bescherming toekennen. Vervolgens, daar Frankrijk ten laatste in 1928 Duitschland moet erkennen voor de volle gunst van het minimum-tarief, wilde het, met het oog op dien datum, de tolhervorming aanvullen voor de producten waarvan de mededinging door het Rijk het meest te vreezen was.

Voor de aanvullende overeenkomst stonden wij juist in denzelfden toestand als voor de lijst B van het Fransch-Duitsch akkoord. Ook hier aanvaardde de Fransche Regeering de bespreking der rechten die zij aan het Parlement had voorgesteld. Voor vele gevallen kwamen wij er toe, zooniet terugkeer tot het *statu quo ante*, dan toch sommige verminderingen te verkrijgen.

Indien de onderhandelingen binnen het kader gebleven waren omschreven door de lijst B van het Fransch-Duitsch akkoord en van het tol-additief, dan zouden wij wellicht den huidige toestand hebben kunnen verbeteren, doch, over het geheel, zouden wij een regiem hebben laten voortbestaan dat minder gunstig was dan dat vóór 6 September 1927, en dat niets min dan nadeelig was. De onderhandelaars werden er dan ook toe gebracht vergoedingen te vragen. Voor de producten die niet werden geraakt door het Fransch-Duitsch akkoord of door de aanvullende tolovereenkomst, vroegen zij verbetering van het bestaande stelsel. In het bijzonder eischten zij voor de weefstoffen de vroegde toepassing der rechten van het nieuwe Fransche tarief, die, zooals men zich herinnert, in hun geheel lager waren

dan de bestaande rechten. Het voordeel dezer rechten werd ons toegestaan, onder meer voor de weefsels van louter vlas, de weefsels van katoen, enz. In sommige gevallen zelfs, zooals voor de garens van gekamde wol, hebben wij rechten bekomen die lager zijn dan die in het ontwerp voorzien.

Wat de producten betreft, waarvoor het ontwerp van nieuw tarief eene verhooging van rechten voorzag, ofwel hebben wij bestendiging van het huidige stelsel kunnen bekomen, zooals voor de gezaagde steen bij voorbeeld, ofwel zelfs eene verbetering van dit stelsel, zooals voor de wapens, de jutegarens, sommige artikelen in gietijzer, enz.

*
* *

De onderhandelingen met België die in October werden aangeknoopt, eindigden in Februari. Zooals men ziet waren zij van zeer langen duur, en zeer lastig. Niet alleen uiteenloopende belangen maar ook twee tegenovergestelde economische stelsels stonden tegenover elkaar.

Aan den eenen kant staat Frankrijk, wiens stelsel protectionnistisch is en dat uit dien hoofde in de eerste plaats bekommerd is om de verdediging der binnenlandsche markt. Aan den anderen kant staat het Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond dat door zijn belangen wordt aangezet tot eene politiek van economische vrijgevigheid en vooral moet waken voor de belangen van zijn uitvoer.

De eenige overeenkomst met Frankrijk die ons volledige voldoening kan schenken is die waarbij onze Zuiderburen zouden afzien van hunne traditioneele politiek. Niemand kon dergelijke hoop koesteren. De handelsovereenkomst die werd ondertekend is en kan slechts zijn een minnelijke schikking. De Memorie van Toelichting van het wetsontwerp en het verslag der Bijzondere Commissie van de Kamer hebben al de gewenschte inlichtingen verstrekt over de bijzonderste bepalingen van de

overeenkomst en vooral over het daarin bepaalde conventioneel regiem.

Daarin heeft men uitstekend doen uitschijnen de kenmerken van het Akkoord dat werd gesloten tusschen het Belgisch-Luxemburgsch Verbond en Frankrijk. Het lijkt ons overbodig daarop terug te komen.

Op aanvraag van een lid der Commissie, hebben wij als bijlage bij het verslag gevoegd eene tabel, waarbij voor de bijzonderste producten, voor welke wij toegevingen hebben bekomen, de vergelijking wordt aangegeven tusschen de huidige overeengekomen rechten en de vooroorlogsche rechten, gevaloriseerd volgens de huidige waarde der Fransche munt. Aldus kan men zich rekenschap geven in welke maat het huidige regiem ongunstiger is vergeleken bij het vooroorlogsche. Wij voegen insgelijks als bijlage een tabel bij met de opgave van voormelde elementen voor de landbouwproducten. Desaangaande dient er echter eene opmerking gemaakt. Uit het feit dat het huidige recht, in goudwaarde, hooger is dan het vooroorlogsche, mag men niet afleiden dat de bescherming werd verscherpt. Immers, de goudwaarde der producten is sedert 1914 gestegen in eene schommelende verhouding, die echter gemiddeld 40 t. h. bedraagt. Hieruit volgt dat een tolrecht, in goud berekend, hetwelk niet meer dan 40 t. h. hooger is dan het bedrag van 1914, geen hooger en grondslag heeft dan het vooroorlogsche recht.

*
* *

Daar de voorkeur van België sedert altijd gaat naar een stelsel van handelsvrijheid, mag het terecht van de andere landen, wier koopwaren zoo gemakkelijk onze markt bereiken, verwachten dat die landen wederkeerig de Belgische producten behoorlijk onthalen. Dit is het werk der handelsovereenkomsten. Dergelijke overeenkomsten zijn werktuigen van vooruitgang en bestendigheid, zij ontdoen de voorwaarden der internatio-

nale mededinging van de al te groote vinnigheid; zij bevorderen aldus eene economische toenadering en dragen ertoe bij onder de volkeren gevoelens van vruchtbare verstandhouding te doen heerschen; zij dienen op de meest gelukkige wijze de heilige zaak van den vrede.

Uwe Commissie oordeelt dat het Akkoord, zooals in de Memorie van Toelichting wordt gezegd, een billijk compromis is.

Wegens de onderscheidene redenen in dit verslag opgesomd, beveelt zij U van deze overeenkomst goed te keuren.

Bij de reeds aangehaalde redenen voegt zij nog de volgende beschouwingen:

Het akkoord van 23 Februari, hoewel het ons niet de voldoeningen geeft die wij terecht mochten verhoplen, stelt nochtans België in een minder ongunstigen toestand dan tot dusver het geval was. Het zal vooral aan onzen handel den waarborg verzekeren, die hem sedert den wapenstilstand ontbrak, dat onze betrekkingen met Frankrijk worden bestendigd.

Derhalve ligt de U voorgelegde overeenkomst, buiten dat zij voldoet aan eene der levensvereischen van onzen uitvoer, ten volle in de lijn der besluiten van de Economische Conferentie te Genève.

Het akkoord, dat slechts is gesloten voor één jaar en na dezen datum vatbaar is voor herziening, is op de keper beschouwd slechts eene eerste raming en de schets van een ruimer verdrag, dat zal kunnen worden gesloten zoodra de omstandigheden eene meer uitgesproken toenadering tusschen de twee tegenovereenstaande stelsels en nauwere economische betrekkingen tusschen de drie landen zullen mogelijk maken.

Aldus kan er op deze regeling voorbehoud worden gemaakt, en vooral ten aanzien van den toestand onzer handelsbalans met onze groote bureu, — toestand in het licht gesteld door de

hierbijgevoegde tabel — ware het wenschelijk geweest dat Frankrijk zijne rechten nog meer hadde verlaagd dan wordt voorzien.

Doch de overeenkomst, zooals zij is, behelst echter voldoeningen voor verscheidene nijverheidstakken; ruimere verbeteringen zullen, naar wij hopen, in de toekomst de kroon op het werk zetten.

In elk geval, dit pact weert moeilijkheden af, die tegenover een land zooals Frankrijk bijzonder lastig zouden zijn geweest, en zij zal betrekkingen verstevigen, die door groote gebeurtenissen innig werden bezegeld.

* * *

De Senaat heeft kunnen inzien hoe lastig de taak is geweest der onderhandelaars van het Belgisch-Luxemburgsch Verbond.

Om dezelve tot een goed einde te leiden, was er niet geringe, tevens technische en diplomatische bekwaamheid noodig.

Uwe Commissie sluit zich aan bij de gelukwenschen die terecht tot onze afgevaardigden werden gericht door de Bijzondere Commissie van de Kamer. Harerzijds hecht zij eraan hulde te brengen aan hunne toewijding, hunne uitstekende werkmethode, hun doorzicht, hunne bevoegdheid alsmede van de bezorgdheid waarmede zij in de mate van het mogelijke hebben gewaakt voor onze globale handels- en nijverheidsbelangen.

Eenparige, behalve een onthouding, stellen de aanwezige leden van de Bijzondere Commissie U voor het ontwerp aan te nemen.

De Voorzitter,

Graaf T'KINT DE ROODENBEKE.

De Verslaggever,

A. HUISMAN VAN DEN NEST.

(7)

[N° 102.]

BIJLAGE I

VERGELIJKENDE TABEL VAN DE RECHTEN

NUMMERS VAN HET FRANSCH TARIEF.	AANDUIDING DER GOEDEREN.	MAATSTAF.	BEKOMEN RECHTEN (met inbegrip der coëfficiënten).
1.	Paarden :		
	Hengsten, ruinen en merries van vijf jaar en meer	stuk.	630 »
	Hengsten, ruinen en merries van minder dan vijf jaar	stuk.	420 »
	Veulens	stuk.	210 »
Ex. 158	Versche groenten :		
	Witloof	100 kilogr.	7 80
	Groenten ingelegd in hermetisch gesloten doozen en bussen :		
	Erwtjes, snijboonen en worteltjes	100 kilogr.	52 50
Ex. 163	Niet gebrande bitterpeën	100 kilogr.	17 »
Ex. 170	a) Levende warme - broeikasplanten. Levende koude-broeikasplanten	100 kilogr.	25 »
	b) Planten voor bloemperken, gezegd « weeke planten » dienende tot het versieren van tuinen en hebbende 's winters beschutting noodig . . .	100 kilogr.	35 »
	6° Levende planten uit boomkweekerijen, fruit-, bosch- en sieraadboomen en struiken, en jong plantsoen derzelfde gewassen, en doorlevende planten voor open grond :		
	a) Met bloote wortels	100 kilogr.	25 »
	b) Met aardklompen	100 kilogr.	15 »
Ex. 177	Bewerkte steen, met inbegrip van de bewerkte bouwsteen :		
	Behouwd of gezaagd, met effen vlakken en met eene dikte van :		
	16 centimeter of meer	100 kilogr.	vrij.
	4 tot 16 centimeter (met inbegrip van de Ecaus- sinnesteen).	100 kilogr.	1 36

LAGE I.

GEVALORISEERD VOORoorLOGSCH RECHT.	RECHTEN Vóór DE HERZIENING VAN HET TOLTARIEF.	RECHTEN VAN HET ONTWERP VAN TARIEF.	RECHTEN DER WERKELIJK VERWEZENLIJKE TARIEFHERZIENING A. = Aanvullende overeenkomst. B. = Fransch-Duitsch akkoord.
750 »	630 »	500 »	—
500 »	420 »	325 »	—
250 »	210 »	165 »	—
30 »	10 20	15 »	A. 15 »
90 »	27 20	52 50	A. 52 50
15 »	9 »	20 »	A. 20 »
} 15 »	17 »	35 »	A. 35 »
} vrij.	vrij.	25 »	A. 25 »
vrij.	vrij.	tot 20 centim. vrij van 4 tot 20 centim.	—
2 »	1 36	4 »	—

Ex. 177
(vervolg).

348

Met lijstwerk of gepolijst :

Andere steen :

Grafsteen, met lijstwerk, noch gepolijst noch met gepolijst lijstwerk, met inbegrip van diegene in Ecaussinnesteen, met niet gepolijst lijstwerk .

100 kilogr.

20 »

Met niet gepolijst lijstwerk, met inbegrip van Ecaussinnesteen met lijstwerk

100 kilogr.

8 »

Spiegelglas :

1^o Ruw spiegelglas, hebbende ten hoogste 13 millimeter dikte :

A. — Ongewapend

vierk. meter.

9 »

B. — Gewapend

vierk. meter.

11 »

2^o Gepolijst of mat geslepen « en blanc » hebbende minder dan 10 millimeter dikte en een halve vierkante meter en meer oppervlakte :

A. — Vierkantig of rechthoekig, met kanten ruw van snede, hebbende een oppervlakte van : Een halve vierkante meter tot een vierkante meter

vierk. meter.

14 »

Meer dan een vierkante meter tot twee vierkante meters

vierk. meter.

16 »

Meer dan twee meters vierkant.

vierk. meter.

19 »

B. — Vierkantig of rechthoekig met bewerkte kanten, anders dan vierkantig of rechthoekig, uitgesneden, met valkanten, afgeschuimd, gegraveerd of mat geslepen, geëmailleerd of versierd

Rechten hierboven vermeld met verhooging van 20 %

C. — Verzilverd of verfoelied

Rechten der vorige paragrafen, volgens het geval verhoogd met 15 %.

D. — Gewapend

Rechten der vorige paragrafen, volgens het geval verhoogd met 25 %.

E. — Gebogen

Rechten der vorige paragrafen, volgens het geval verhoogd met 40 %.

15 »	10 20	30 »	B. 30 »
5 »	3 40	10 »	B. 10 »
10 »	10 20	10 »	B. 9 »
12 50	12 24	12 50	B. 11 »
15 »	14 70	17 50	B. 14 »
17 50	17 50	20 »	B. 16 »
		22 50	B. 19 »
Rechten hierboven vermeld, verhoogd met :			
15 en 17.50	20 %	25 %	B. 20 %
Rechten der vorige paragrafen, volgens het geval, verhoogd met :			
15 en 17.50	15 %	20 %	B. 15 %
Rechten der vorige paragrafen, verhoogd met :			
15 en 17.50	25 %	30 %	B. 25 %
Rechten der vorige paragrafen, verhoogd met :			
15 en 17.50	40 %	45 %	B. 40 %

Ex. 350	Tafelglaswerk in glas of in kristal :		
	A. Verlichtingsartikelen andere dan lampen, lusters, stukken van lusterartikelen, belegstukken, enz.		
	Reflectoren, lampekappen, ballons, tulpen, luchtschermen of verrines :		
	1 ^o Wit of in de massa gekleurd en eenkleurig :		
	Zelfs op de boorden gerodeerd en gefletteerd of doorboord, effen of met relief of versiersels, in een maal gegoten.	100 kilogr.	90 »
	B. Stukken van tafel of toiletseriezen voor de stoffeering, de woningsversiering en kantoorartikelen, vazen, jardinières, schalen, bloemenhouders, enz. :		
	Wit of in de massa gekleurd en eenkleurig, gedepontilleerd ofwel gefletteerd op de boorden : Effen	100 kilogr.	65 »
	<i>Nota.</i> — Op aanvraag in de aangifte vermeld, zullen de drinkglazen op voet, de bekers en de pinten in de paragraaf hierboven aangeduid, vertold worden aan 15 t. h. der waarde onder voorbehoud van een minimuminning van 12 frank (coëfficient 4) de 100 kilogram (48 frank).		
	Andere :		
	a) Eenkleurig : met gegoten reliefs of versieringen	waarde.	18 % met minimuminning van 56 frank per 100 kilog.
	b) Gesneden, gegraveerd, mat geslepen, met gefletteerde vlakken, veelkleurig; versierd, voorzien van in- of oplegsels, met gemeen metaal versierd of gemonteerd, enz.	waarde.	20 %
Ex. 351	Gewoon vensterglas :		
	Voor de glazen waarvan de oppervlakte niet 0m50 overtreft	100 kilogr.	60 »
	Voor diegene waarvan de oppervlakte 0m50 overtreft	100 kilogr.	70 »

45 »	70 20	{ effen : 100 » andere : 135 »	{ B. 120 »
20 en 30	31.20 of 46.80	100 »	B. 65 »
80 en 160 per 100 kilogr.	75.20 of 150.40 per 100 kilogr.	135 per 100 kilogr.	B. 20 % <i>ad valor.</i>
160 fr. per 100 kilogr.	150.40 per 100 kilogr.	25 %	B. 20 % <i>ad valor.</i>
30 »	51 »	45 of 75 of 100	A. 60 »
57 50	67 85	50 of 88 of 100	A. 70 »

365	Garens van jute, ongepolijst, metende per kilogram in enkel garen :		
	Zuivere, enkele, ongebleekte :		
	In strengen :		
	Tot 2,000 meter.	100 kilogr.	38 88
	Van 2,001 tot 4,000 meter.	100 kilogr.	34 20
	Van 4,001 tot 6,000 meter.	per kilogr.	0 63
	Van 6,001 tot 7,000 meter.	per kilogr.	0 85
	Meer dan 7,000 meter	per kilogr.	1 15
	Op spoelen of spoeltjes, in kluwen, op kaarten of alle andere :		
	Tot 2,000 meter.	100 kilogr.	48 77
	Van 2,001 tot 4,000 meter.	100 kilogr.	47 32
	Van 4,001 tot 6,000 meter.	per kilogr.	0 69
	Van 6,001 tot 7,000 meter.	per kilogr.	0 95
	Meer dan 7,000 meter	per kilogr.	1 27
	Zuivere, enkele, gebleekte of geverfde :		
	In strengen :		
	Tot 2,000 meter.	100 kilogr.	48 77
	Van 2,001 tot 4,000 meter.	per kilogr.	0 63
	Van 4,001 tot 6,000 meter.	per kilogr.	0 81
	Van 6,001 tot 7,000 meter.	per kilogr.	1 04
	Meer dan 7,000 meter	per kilogr.	1 33
	Op spoelen of spoeltjes, in kluwen, op kaarten of alle andere :		
	Tot 2,000 meter.	per kilogr.	0 62
	Van 2,001 tot 4,000 meter.	per kilogr.	0 69
	Van 4,001 tot 6,000 meter.	per kilogr.	0 89
	Van 6,001 tot 7,000 meter.	per kilogr.	1 14
	Meer dan 7,000 meter	per kilogr.	1 49

33 75	43 20	45 »	—
37 50	48 »	50 »	—
0 55	0 70	0 70	—
0 75	0 96	0 95	—
1 »	1 28	1 25	—
40 50	51 84	54 »	—
45 »	57 60	60 »	—
0 66	0 83	0 84	—
0 90	1 15	1 14	—
1 20	1 54	1 50	—
48 75	65 20	67 50	—
0 52	0 70	0 72	—
0 70	0 90	0 92	—
0 90	1 15	1 17	—
1 15	1 47	1 47	—
0 58	0 77	0 81	—
0 63	0 83	0 87	—
0 84	1 09	1 11	—
1 08	1 41	1 41	—
1 38	1 75	1 77	—

365bis	Zuivere, getwijnde, ongebleekte :			
	In strengen :			
	Tot 2,000 meters.	100 kilogr.	50 52	
	Van 2,001 tot 4,000 meter	100 kilogr.	56 16	
	Van 4,001 tot 6,000 meter	per kilogr.	0 81	
	Van 6,001 tot 7,000 meter	per kilogr.	1 15	
	Meer dan 7,000 meter	per kilogr.	1 50	
	Op spoelen of spoeltjes, in kluwen, op kaarten of			
	alle andere :			
	Tot 2,000 meter	per kilogr.	0 56	
	Van 2,001 tot 4,000 meter	per kilogr.	0 62	
	Van 4,001 tot 6,000 meter	per kilogr.	0 89	
	Van 6,001 tot 7,000 meter	per kilogr.	1 28	
	Meer dan 7,000 meter	per kilogr.	1 65	
	In strengen :			
	Tot 2,000 meter	per kilogr.	0 75	
	Van 2,001 tot 4,000 meter	per kilogr.	0 81	
	Van 4,001 tot 6,000 meter	per kilogr.	1 04	
	Van 6,001 tot 7,000 meter	per kilogr.	1 33	
	Meer dan 7,000 meter	per kilogr.	1 73	
	Op spoelen of spoeltjes, in kluwen, op kaarten of			
	alle andere :			
	Tot 2,000 meter	per kilogr.	0 83	
	Van 2,001 tot 4,000 meter	per kilogr.	0 89	
	Van 4,001 tot 6,000 meter	per kilogr.	1 14	
	Van 6,001 tot 7,000 meter	per kilogr.	1 46	
	Meer dan 7,000 meter	per kilogr.	1 93	

43 85	56 13	58 50	—
48 75	65 20	65 »	—
0 71	0 90	0 91	—
0 97	1 28	1 13	—
1 30	1 66	1 62	—
0 53	0 67	0 70	—
0 58	0 75	0 78	—
0 86	1 10	1 09	—
1 17	1 49	1 35	—
1 56	1 99	1 94	—
0 63	0 81	0 86	—
0 68	0 87	0 92	—
0 91	1 16	1 18	—
1 17	1 49	1 40	—
1 49	1 83	1 90	—
0 76	0 96	1 03	—
0 82	1 02	1 10	—
1 09	1 41	1 41	—
1 40	1 79	1 68	—
1 79	2 32	2 28	—

Ex. 372

A. Garens van loutere gekamde wol :

a) Enkele :

1^o Ongebleekte, metende per kilogram :

Niet meer dan 40,500 meter.	per kilogr.	1 12
Meer dan 40,500, niet meer dan 50,500 meter .	per kilogr.	1 44
— 50,500 — 60,500 — .	per kilogr.	1 76
— 60,500 — 70,500 — .	per kilogr.	2 08
— 70,500 — 80,500 — .	per kilogr.	2 40
— 80,500 — 90,500 — .	per kilogr.	2 72
— 90,500 — 100,500 — .	per kilogr.	3 04
— 100,500 meter.	per kilogr.	3 20

2^o Gebleekte, geverfde of bedrukte, metende per kilo :

Zelfde specificceering als hooger.

Niet meer dan 40,500 meter.	per kilogr.	2 62
Meer dan 40,500, niet meer dan 50,500 meter .	per kilogr.	2 94
— 50,500 — 60,500 — .	per kilogr.	3 25
— 60,500 — 70,500 — .	per kilogr.	3 58
— 70,500 — 80,500 — .	per kilogr.	3 90
— 80,500 — 90,500 — .	per kilogr.	4 22
— 90,500 — 100,500 — .	per kilogr.	4 54
— 100,500 meter.	per kilogr.	4 70

B. Garens van gekaarde, loutere wol :

Enkele, al dan niet gebleekte, metende per kilogr.:

10,000 meter of minder	per kilogr.	1 02
Meer dan 10,000, niet meer dan 15,000 meter .	per kilogr.	1 50
— 15,000 — 20,000 — .	per kilogr.	1 50
— 20,000 — 30,500 — .	per kilogr.	2 52
Meer dan 30,500 meter	per kilogr.	3 06

1 40	1 90	1 50	—
1 80	2 44	1 95	—
2 20	2 99	2 40	—
2 60	3 53	2 85	—
3 »	4 08	3 25	—
3 40	4 62	3 70	—
3 80	5 16	4 15	—
4 »	5 44	4 40	—
	gebleekt	geverfd of bedrukt	
—	1 90	3 60	3 »
—	2 44	4 15	3 45
—	2 99	4 69	3 90
—	3 53	5 24	4 35
—	4 08	5 78	4 75
—	4 62	6 32	5 20
—	5 16	6 87	5 65
—	5 44	7 14	5 90
0 75	1 02	1.50 of 1.75	—
1 10	1 50	1.75-1.95 of 2.20	—
1 50	2 04	2.20 of 2.40	—
1 85	2 52	2.40-2.60 of 2.80	—
2 25	3 06	2 80	—

Ex. 372
(vervolg)

Enkele, gevefde of bedrukte, metende per kilogram:

10,000 meter of minder	per kilogr.	2 52
Meer dan 10,000, niet meer dan 15,000 meter .	per kilogr.	2 92
— 15,000, — 20,000 — .	per kilogr.	3 33
— 20,000, — 30,500 — .	per kilogr.	3 67
— 30,500 meter	per kilogr.	4 15

Getwijnde, voor de weverij, al dan niet gebleekte, metende per kilogram in enkelen draad :

10,000 meter of minder	per kilogr.	1 22
Meer dan 10,000, niet meer dan 15,000 meter .	per kilogr.	1 84
— 15,000, — 20,000 — .	per kilogr.	2 45
— 20,000, — 30,500 — .	per kilogr.	2 99
— 30,500 meter	per kilogr.	3 67

Getwijnde, voor de weverij, gevefde of bedrukte, metende per kilogram, in enkelen draad :

10,000 meter of minder	per kilogr.	2 72
Meer dan 10,000, niet meer dan 15,000 meter .	per kilogr.	3 20
— 15,000, — 20,000 — .	per kilogr.	3 67
— 20,000, — 30,500 — .	per kilogr.	4 08
— 30,500 meter	per kilogr.	4 62

Ex. 387

Tafel-damastlinnen :

Ongebleekte, hebbende als ketting in een vierkant van 5 millimeter zijde :

Tot twaalf draden	per kilogr.	5 50
Dertien en veertien draden	per kilogr.	7 50
Vijftien, zestien en zeventien draden	per kilogr.	10 »

1 85	2 52	3 of 3.25	—
2 15	2 92	3.25 of 3.45 of 3.70	—
2 45	3 33	3.70 of 3.90	—
2 70	3 67	3.90 of 4.10 of 4.30	—
3 05	4 15	4 30	—
0 90	1 22	2.25 of 2.62	—
1 35	1 84	2.62 of 2.92 of 3.30	—
1 80	2 45	3.30 of 3.60	—
2 20	2 99	3.60 of 3.90 of 4.20	—
2 70	3 67	4 20	—
2 »	2 72	4.50 of 4.87	—
2 35	3 20	4.87 of 5.17	—
2 70	3 67	5.55 of 5.85	—
3 »	4 08	5.85 of 6.15 of 6.45	—
3 40	4 62	6 45	—
4 65	7 07	5 50	—
6 45	9 80	7 50	—
8 25	12 54	10 »	—

Ex. 387 (vervolg).	Achttien, negentien en twintig draden	per kilogr.	15 50
	Een-, twee- en drie en twintig draden	per kilogr.	23 »
	Meer dan drie en twintig draden	per kilogr.	31 »
420bis	Gedrukt, gevlamd, gebleekt, geverfd of vermengd met blanke, geverfde of gevlamde garens . . .	Rechten van het ongebl. damastlinnen verh. met 40 %	
	Kant met de hand gemaakt, ongebleekt of geverfd, al dan niet gemercentreerd, in stukken, of vervaardigd met ongebleekt, gebleekt of geverfd, geglansd of al dan niet gemercentreerd garen, wegende per 100 vierkante meter :		
	20 kilogram en minder	per kilogr.	65 »
	Meer dan 20 kilogram	per kilogr.	45 »
Ex. 443	Breiwerk uit wol :		
	3 ^o Kousen en sokken, wegende per dozijn paren van gelijke voorwerpen :		
	a) Zonder fantasie :		
	Meer dan 1 kilogram	per kilogr.	19 »
	Van 1 kilogram tot en zonder 900 grammen .	het dozijn paren.	22 50
	900 gram en minder	het dozijn paren.	25 »
	4 ^o Allerlei andere voorwerpen, met inbegrip van de kleedingstukken of al dan niet aangepaste deelen van kleedingstukken :		
	a) Zonder fantasie :		
	1. Gemaakt uit weefsels met enkele mazen en wegende per dozijn gelijke voorwerpen :		
	Meer dan 3 ^k 500.	per kilogr.	19 »
Ex. 461b	Min dan 3 ^k 500	per kilogr.	22 50
	2. Andere	per kilogr.	25 »
	Behangpapier (behalve lincrusta en soortgelijke producten) en boorden ervan		
	Andere	100 kilogr. netto.	135 »

	13 25	20 14	15 50	—
	19 75	30 02	23 »	—
	26 50	40 28	31 »	—
	Rechten hierboven vermeld verhoogd met			
	40 %	40 %	40 %	—
}	17.50 tot 75.87	van 25.20 tot 109.20	van 40.32 tot 129.60	—
}	15 »	24 30	25 »	B. 19 » B. 22 50 B. 25 »
}	15 »	24 30	20, 25 of 30	B. 19 »
	85 »	115 »	160 »	B. 160 »

Ex. 476B	Huiden, voor zoolleder, zelfs geëffend, platgerold of geklopt :			
	Plantaardig gelooïd :			
	Kernstukken.	100 kilogr.	170	»
	Nekleder, met of zonder kop	100 kilogr.	105	»
Ex. 510A	Vaste stoommachines en machines voor de scheepvaart, altijd van hun stoomketels afgezonderd, stoompompen, lucht en gaz compressoren, en alle motoren niet elders genoemd :			
	Met zuiger, wegende per stuk :			
	25,000 kilogram tot en zonder 50,000 kilogram .	100 kilogr.	95	»
	5,000 — — — 25,000 — .	100 kilogr.	125	»
	1,000 — — — 5,000 — .	100 kilogr.	140	»
	250 — — — 1,090 — .	100 kilogr.	160	»
	Minder dan 250 kilogram	100 kilogr.	180	»
	Zonder zuiger, wegende per stuk :			
	100,000 kilogram en meer	100 kilogr.	145	»
	50,000 kilogram tot en zonder 100,000 kilogram.	100 kilogr.	175	»
	10,000 — — — 50,000 — .	100 kilogr.	225	»
	1,000 — — — 10,000 — .	100 kilogr.	275	»
	250 — — — 1,000 — .	100 kilogr.	225	»
Ex. 512B	Locomotive-machienen :			
	Locomotiven-tenders, met twee cylinders, hebbende tot drie motorassen, inbegrepen, zonder oververhitting, noch luchtlooze of met geperste lucht bewegende rem, voor normale baan, met wielen van minder van 1 ^m 15 diameter :			
	Wegende van 30 ton inbegrepen tot en met 35 ton	100 kilogr.	120	»
	Wegende minder dan 30 ton	100 kilogr.	132	»

160 »	150 40	175 »	B. 175 »
90 »	84 90	110 »	B. 110 »
}		132 »	B. 100 »
	80 »	168 »	B. 135 »
		180 »	B. 150 »
	90 »	192 »	B. 170 »
	130 »	210 »	B. 190 »
	135.20 of 187.20 of 208		
90 »	93 60	210 »	B. 165 »
105 »	109 20	285 »	B. 190 »
}	120 »	350 en 400	B. 250 »
		455 »	B. 300 »
135 »	140 40	585 »	B. 400 »
}		165 »	B. 150 »
	75 »	170 »	B. 165 »
	81 »		

520	Machienen tot het vervaardigen van papier, papier-pap, enz., wegende :			
	Meer dan 350 ton	100 kilogr.	60	»
	Van 100 tot 350 ton	100 kilogr.	80	»
	100 ton en minder :			
	Eigenlijk gezegde machines voor het vervaardigen van papier.	100 kilogr.	85	»
	Andere	100 kilogr.	95	»
Ex. 522	Land- en tuinbouwmachines (de motors niet inbegrepen) :			
	Afroomers en soortgelijke centrifugaaltoestellen wegende per eenheid :			
	Meer dan 35 kilogram	100 kilogr.	300	»
	35 kilogram en minder	100 kilogr.	380	»
	Dubbelploegen, gezegd Brabant	100 kilogr.	90	»
529	Platen en linten voor kaarden in ijzer of staal-draad, op weefsel vastgemaakt, met of zonder caoutchouc, al dan niet opgevuld	100 kilogr.	600	»
529bis	Platen en linten voor kaarden in leder niet op weefsel vastgemaakt, bezet met ijzeren of stalen punten, hebbende aan de basis minder dan 1 millimeter doorsnede	100 kilogr.	600	»
Ex. 581	Jachtgeweren (met inbegrip van de ganzenroeren) met achterladers :			
	Met centrale percussie :			
	Met uitwendigen haan :			
	1 ^o Ronde top met ronden loop.	per kilogr.	20	»
	2 ^o Ronde topbascules, verlengde banden of Greener met platten loop.	per kilogr.	29	»
	3 ^o Met driedubbelen grendel, platten loop en ingelegd slotplaat (voorste slotplaat)	per kilogr.	30	»

{ 40 »	33 60	{ 72 »	B. 60 »
		{ 120 »	B. 80 »
{ 40 »	33 60	170 »	B. 95 »
{ 15 % <i>ad valorem</i> .	15 % <i>ad valorem</i> .	{ 325 »	B. 300 »
		{ 490 »	B. 380 »
75 »	96 »	100 »	B. 110 »
825 »	891 »	500, 900 of 15 % <i>ad valorem</i> .	B. 891 »
825 »	891 »	10 %	B. 891 »
	23 40	{ 33 »	—
{ 40 »	32 50	{ 32 »	—
	35 10	{ 50 »	—

Ex. 581 (vervolg).	Met inwendigen haan :		
	1 ^o Zonder uitwerper, met of zonder slotplaat.	per kilogr.	31 »
	2 ^o Met uitwerper :		
	Zonder slotplaat.	per kilogr.	54 »
	Met mechanisme of slotplaat	per kilogr.	90 »
	Repeteergeweren, zelfladende of half-zelfladende.	per kilogr.	40 »
	Karabijnen met een of meer looppen :		
	Met gladden loop :		
	Kaliber 6 tot en met 9 millimeter	per kilogr.	13 »
	Kaliber meer dan 9 en minder dan 14 millim.	per kilogr.	19 50
	Met getrokken loop wegende :		
	1 ^k 500 of minder	per kilogr.	13 »
	Meer dan 1 ^k 500 en minder dan 2 ^k 500	per kilogr.	19 50
	1 ^o Motocycles en motocyclekken	100 kilogr.	800 »
Ex. 614b	2 ^o Toebehooren en losse stukken van rijwielen :		
	Andere stukken of voorwerpen, met inbegrip der kleppen voor binnenbanden, remmen, stukken van smeerremmen, veeren voor zadels, wielen en deelen van wielen, enz. :		
	In gemeen metaal :		
	Onbewerkt of enkel afgebrand :		
	Verbindingstukken	100 kilogr.	300 »
	Andere.	100 kilogr.	400 »
Ex. 624	Polijstvlit :		
	In loutere of met haar gemengde wol, de wol de hoofdstof zijnde in gewicht	100 kilogr.	1, 200 »
	In wol en haar, het haar hoofdstof zijn de in gewicht.	100 kilogr.	550 »
	In ruw haar	100 kilogr.	380 »

	36 40	50 »	—
55 »	58 50	75 »	—
	97 50	125 »	—
30 »	48 10	65 »	—
	13 »	15 »	—
	19 50	22 50	—
30 »	13 »	19 »	—
	19 50	23 »	—
1,100 »	704 »	1,000 »	B. 900 »
1,100 »	704 »	700 »	B. 700 »
—	—	—	—
350 »	476 »	1,300 »	B. 1,300 »
125 »	170 »	1,300 »	B. 1,300 »

(30)

BIJLAGE II

VERGELIJKENDE TABEL

VAN DE

RECHTEN OP DE LANDBOUWPRODUCTEN

(Deze tabel verschijnt eerlang.)

BIJLAGE III

Daar sommige leden der Commissie inlichtingen hebben gevraagd omtrent eenige bijzondere punten van het verdrag, zoo gelieve men hieronder de antwoorden van het Bestuur te vinden :

*Ad. ARTT. 2 en 3.

Omzetting in specifieke rechten van de rechten ad valorem op de zijden stoffen.

In het slotprotocol, *ad.* artikelen 2 en 3, wordt bepaald dat elk der verdragsluitende partijen zich het recht voorbehoudt in specifieke rechten de rechten *ad valorem* om te zetten die in het Akkoord worden overgenomen.

Het is duidelijk dat deze omzetting derwijze geschieden moet dat de bij overeenkomst bepaalde clause niet gedeeltelijk aldus kan worden ontdoken.

Voor de zijden stoffen leveren de artikelen voor Frankrijk zulk belang op dat het gemeend heeft, in geval van omzetting, een voorafgaand akkoord te voorzien.

ART. 6.

Wijze van inning der rechten ad valorem bij den invoer in Frankrijk.

Artikel 6 geeft de regelen aan volgens dewelke in Frankrijk de waarde wordt berekend van de koopwaren wanneer deze, volgens het tarief der invoerrechten, aan rechten *ad valorem* zijn onderworpen.

Bij gemis van bij overeenkomst bepaalde clause betreffende dit voorwerp, hadden wij gevaar geloopt bedoelde regelen te zien toepassen zonder eenige verzachting op de producten van het Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond. Onder deze bepalingen is er eene, de laatste, die vrees zou kunnen inboezemen.

Ziehier deze bepaling :

« Ten opzichte van verschillende producten of waren waarvan de opsomming het voorwerp zal uitmaken van decreten uitgevaardigd na advies uitgebracht door eene interministerieele raadgevende commissie, zetelend in het Ministerie van Handel en Nijverheid, zal de belastbare waarde deze kunnen zijn die opgegeven is door de officieele tabellen der marktprijzen of door barema's opgemaakt in overleg met de belanghebbende nijverheids- en handelsgroepeerings, die door de bevoegde ministerieele departementen erkend zijn. »

Aldus voor alle producten, want in dit opzicht is de aangehaalde tekst niet beperkend. De Fransche Regeering had bij gewoon decreet kunnen beslissen dat voor de berekening van de *ad valorem* rechten, de bedienden na te gaan zouden hebben, niet zoozeer de werkelijke waarde, doch wel de waarden vermeld in de marktprijzen of baremas door de ministerieele departementen goedgekeurd.

Dit was een ernstig risico voor onzen uitvoerhandel.

Dit risico verdwijnt dank zij de toepassingsvoorwaarden die nader worden bepaald *ad.* artikel 6 in het Protocol van onderteekening.

Daarin wordt bepaald inderdaad :

« Wat betreft de toepassing van artikel 6, alinea 5, verklaart de Fransche Regeering dat dit artikel niet ten doel heeft de inlandsche prijzen in de plaats te stellen van de werkelijke prijzen in het buitenland als basis voor de inning der rechten, maar dat het bestemd is om *alleen voor de producten, waarvan de waarde niet op andere grondslagen zou kunnen vastgesteld worden*, een forfaitaire waarde te bepalen, voor welke vaststelling terzelfdertijd rekening dient ge-

houden met de binnenlandsche prijzen en met de werkelijke prijzen der voornaamste buitenlandsche markten ».

En in het volgende lid, *ad.* artikel 6 van het Protocol, wordt beroep bij de Belgische of de Luxemburgsche Regeering opengesteld.

Daaruit volgt dat het werkelijk belang in deze ligt, niet in den tekst van artikel 6, doch integendeel in de bepalingen van het Protocol die dit artikel ontdoen van elk risico voor ons.

Op de eventueele opwerping als ware het eenvoudiger geweest uit artikel 6 de slotalinea te lichten, wordt geantwoord dat Frankrijk niet zou hebben toegestemd zijn recht betreffende de inning van de *ad valorem*-rechten zoverre te beperken.

Hooger omschreven regiem is niet van toepassing op de automobielen. Voor deze producten blijft het vroeger regiem behouden. Het recht *ad valorem* wordt geïnd op de bij den invoer aangegeven waarde.

ART. 12.

Artikel 12 behelst de verbintenis, door beide partijen genomen, den ruil van goederen door geen enkel verbod of beperking van in- of uitvoer te belemmeren.

Bij de uitzonderingen die het gemeen recht erkend heeft in wel bepaalde gevallen, voegen de bepalingen van het Protocol van onderteekening dit voorbehoud dat elke partij het recht behoudt, bij den in- of den uitvoer, alle noodige maatregelen te treffen om buitengewone en abnormale toestanden te verhelpen en om de levensbelangen van economischen of financieelen aard van het land te vrijwaren.

Dit voorbehoud kwam reeds voor in het ontwerp van internationale overeenkomst voor de afschaffing van de verbodsbepalingen en beperkingen bij den in- en den uitvoer. Weliswaar is de definitieve tekst van de overeenkomst meer beperkend die België, Frankrijk en

Luxemburg alle drie te Genève hebben geteekend op 8 November 1927. Doch het van kracht worden dezer overeenkomst is nog niet zeker. Het hangt af van het aantal Staten die haar zullen bekrachtigen. Het schijnt dus verkieslijk zich van stonden aan niet door een al te strakken tekst te binden.

Hoogerbedoeld voorbehoud werd overigens derwijze omschreven dat zijne strekking beperkt wordt.

De verbodsbepalingen en beperkingen kunnen slechts worden ingevoerd in geval van volstrekte noodwendigheid en mogen nooit een willekeurig middel zijn om de nationale productie te bevorderen of een onderscheid te maken ten nadeele van den verdragsluitenden Staat. Haar duur moet worden beperkt tot dien van de redenen of de oorzaken die hen deden ontstaan.

Bovendien wordt het voorbehoud beschouwd als moerende niet opnieuw worden toegepast in de tegenwoordige omstandigheden waarin zich de economie van beide landen bevindt. En zij behouden zich enkel een recht voor, waarvan de Hooge verdragsluitende partijen gebruik zullen maken in uitzonderlijke niet voorziene omstandigheden.

Zoo ten slotte een der partijen aan de andere mocht voorkomen als steunende op de bepalingen der vorige alinea's om maatregelen te treffen die ten nadeele der andere partij het evenwicht mochten verbreken tusschen voordelen en toegevingen, dan mag deze partij onderhandelingen aanvragen en, zoo deze binnen vijf-en-veertig dagen mochten afspringen, dan mag zij dit Akkoord opzeggen, dat dan twee maanden later verstrijkt.

ART. 16.

De practische strekking van de bepaling in het Protocol van onderteekening betreffende dit artikel is de Belgische of Luxemburgsche nationaliteit toe te kennen aan de opgesomde producten wanneer deze vervaardigd worden in de

landen der Unie, met grondstoffen voortkomende uit een land dat in Frankrijk het minimumtarief niet geniet.

Deze bepaling staat overigens reeds in het Fransch-Duitsch Verdrag van 17 Augustus 1927.

ART. 17.

Voorafgaande opmerkingen betreffende het Fransch tarief.

§ 55. — *Voorwaarde van opneming.* — De verminderingen van rechten gevestigd volgens de landen van herkomst of van productie, zijn enkel van toepassing wanneer het blijkt dat de goederen rechtstreeks werden ingevoerd uit de landen van herkomst of van productie en dat zij aldaar werden opgenomen. (Wet van 16 Mei 1863, art. 23.)

§ 65. — *Voorwaarden van vervoer geveerd voor de toepassing van het minimumtarief.* — Krachtens de bepalingen van artikel 23 der wet van 16 Mei 1863, in herinnering gebracht in n^r 55 en de bepalingen van de handelsverdragen,

wordt het voordeel van de verminderde taxes voorzien bij het minimumtarief, in beginsel, afhankelijk gesteld van rechtstreekschen invoer. Men geeft overigens toe dat de producten zonder hun recht op het minimumtarief te verbeuren, langs een derde land mogen komen, mits het een land zij dat zelf recht heeft op minimumtarief. De « surtaxe d'entrepôt » of de overtaxe wegens herkomst blijft verschuldigd al naar het geval.

Voor de producten uit Europeesche landen, onderhevig aan het algemeen tarief, en voor dewelke de wet rechtstreeksch vervoer voorziet (tabel *D*, gevoegd bij de wet van 11 Januari 1892), wordt het algemeene tarief, verhoogd met de taxe wegens oorsprong, toepasselijk gemaakt wanneer deze voorwaarde niet wordt vervuld.

Men raadplege dienaangaande n^r 503 hierna, betreffende de producten uit Europeesche landen, toegelaten tot het minimumtarief voorzien bij tabel *D* der wet van 11 Januari 1892.

BIJLAGE IV

Daar verschillende leden in de Commissie de bezwaren hebben omschreven bevat in de verzoekschriften aan de leden van het Parlement gezonden door de « Association cotonnière de Belgique » en de « Association belge de Tissage » over het Akkoord van 23 Februari, maken wij hier het antwoord bekend door den Minister van Buitenlandsche Zaken aan die organismen verstrekt :

« BESTUUR B.
Sectie A. C.

» MIJNHEER DE VOORZITTER,

» De katoennijverheid is in de economie van ons land van groot belang. Ik mag U verzekeren dat ik, in zooverre zulks afhangt van mijn Departement, er ten zeerste om begaan ben haar belangen te vrijwaren en haar welvaart in de hand te werken. Deze bezorgdheid stond ons vooral voor den geest tijdens onze jongste onderhandelingen met Frankrijk. Lang vóór den aanvang der onderhandelingen, gaf mijn geachte voorganger U trouwens de verzekering van in een brief van 2 Maart 1927.

» Begin November kwamen onze voornaamste onderhandelaars in aanraking met de heeren P. de Smedt en Van Gheluwe, welke de « Association cotonnière » en de « Association belge de tissage » bij hen afvaardigden, op verzoek van mijn Departement. De gedragslijn in den loop der onderhandelingen te volgen werd in gemeen overleg in die vergadering bepaald.

» De afgevaardigden van de katoennijverheid bekrachtigden de aanduidingen welke uw brief van 27 Mei 1927 reeds gaf aan den Bestuurder van de Handelsovereenkomsten van mijn Departement.

» Gij hechtet niet veel belang aan een vermindering van de Fransche rechten op de garens. « Er zou geen aanleiding toe bestaan, zegdet gij, om een » voor het land dure toegeving te doen » om dien uitslag te verkrijgen, want » indien de Fransche weefnijverheid » orders noodig heeft, dan zouden wij » niet met Frankrijk kunnen mede- » dingen binnen dat land, zelf met lagere » tolrechten. »

» België zal echter voordeel hebben aan een toegeving die ons niets kost, want ons land staat vermeld in het Fransch-Zwitsersch akkoord van 11 Maart jongstleden. Deze toegeving heeft voor uitwissel de Fransche rechten met ongeveer 20 t. h. te verminderen.

« Voor de weefstoffen ware het billijk, » zoo zegdet gij, dat de Fransche rechten » niet hooger zouden zijn dan de Belgische rechten.

» Indien deze vraag geen uitslag heeft, » voegdet gij er bij, dan zou het van » belang zijn de verworven stellingen » te behouden in de rubrieken voor » welke wij deze laatste jaren hebben » uitgevoerd, en dat er moest over » gewaakt worden dat de grondslag » van de nieuwe rechten niet zou ge- » wijzigd worden voor deze rubrieken. » De bedrukte weefstoffen die wij naar » Frankrijk uitvoeren worden vervaardigd door de « Indiennes gantoises » en de « Société anonyme de Stalle ». » De weefsels in gekleurd garen worden » vervaardigd in beide Vlaanderen en » de elastische weefsels te Deynze ».

» Onze onderhandelaars hadden talrijke besprekingen met die bedrijven. Zij verkregen voor de rubrieken niet alleen dat « de grondslag der nieuwe rechten niet zou verhoogd worden », doch dat zij verlaagd werd met 20 t. h., aldus verder gaande dan het minimumdoel dat gij hen voorsteldet.

» De verminderingen voor de ongebleekte weefsels in het Akkoord ingeschreven werden gevraagd door toedoen van de Kamer van Koophandel te Thielt, en zij moesten trouwens voortvloeien uit de toegeving gedaan voor de ontgomde of gebleekte weefsels en de weefsels voor het bedrukken.

» Derhalve zult gij, Mijnheer de Voorzitter, voor onze onderhandelaars willen erkennen dat zij stipt de aanduidingen naleefden die de bevoegde nijverheidsverenigingen hun gaven.

» Het verzoekschrift dat gij aan de leden van het Parlement heb gezonden heeft trouwens niet voor doel het Handelsakkoord te verwerpen, doch, in geval het wordt ondertekend, de coëfficiënten toepasselijk op de katoenweefsels aan te passen.

» Het is U niet onbekend dat aanpassingen voorzien zijn. Volgens den wensch dien gij uitdrukt, laat het

Akkoord ons volkomen vrij ze toe te passen, en daarin ligt, zoo ik het goed voor heb, een punt waaraan gij veel belang hecht. De Regeering houdt zich thans bezig met de vaststelling van het bedrag dezer aanpassingen en haar besluit kan niet uitblijven.

» Begaan met de bezorgdheid een nauwe samenwerking te onderhouden met de belangrijke groep die gij vertegenwoordigt, heb ik er aan gehouden de voorwaarden te verduidelijken waarin, ten opzichte van de katoennijverheid, het Handelsakkoord werd gesloten.

» Met hoogachting. »

BIJLAGE II VAN N^o 102.

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 1927-1928.

VERGELIJKENDE TABEL

VAN DE

RECHTEN OP DE LANDBOUWPRODUCTEN

BELGISCH MINI

AFDEELING I. — Levende dieren

Nummers.	I. — LEVENDE DIEREN EN DIERLIJKE PRODUCTEN.	INKOMRECHTEN	
		MAATSTAF.	MINIMUM- TARIEF.
	A. — LEVENDE DIEREN, VERSCH VLEESCH EN VISCH.		(In Belgische franks.)
1	Levende dieren hierna vermeld :		
	a) Rundvee :		
	1. Stieren	100 kilogr.	vrij.
	2. Jonge stieren	100 kilogr.	vrij.
	3. Ossen	100 kilogr.	vrij.
	4. Jonge ossen	100 kilogr.	vrij.
	5. Stier- en koekalveren	100 kilogr.	vrij.
	6. Koeien	100 kilogr.	vrij.
	7. Vaarzen	100 kilogr.	vrij.
	b) Geitenras	stuk.	vrij.
	c) Schapenras :		
	1. Rammen, ooien en hamels	stuk.	vrij.
	2. Lammeren	stuk.	vrij.
	d) Varkensras	100 kilogr.	vrij.
	e) Ezelsras		vrij.

MUMTARIEF

en dierlijke producten.

UITVOERRECHTEN		FRANSCH- MINIMUMTARIEF				
HUDIGE.	VOLGENS HET ONRWERP.	MAATSTAF.	Vóór DEN OORLOG.	Vóór DE AANVULLENDE OVEREENKOMST.	Na DE AANVULLENDE OVEREENKOMST.	DOOR HET FRANSCH-BELGISCH- LUXEMBURGISCH AKKOORD.
<i>(In Fransche franks.)</i>						
—	—	100 kil.	20 »	80 »	100 »	—
—	—	100 kil.	20 »	80 »	100 »	—
—	—	100 kil.	20 »	80 »	100 »	—
—	—	100 kil.	20 »	80 »	100 »	—
—	—	100 kil.	25 »	100 »	125 »	—
—	—	100 kil.	20 »	80 »	100 »	—
—	—	100 kil.	20 »	80 »	100 »	—
—	—	stuk.	3 »	12 »	—	—
} 2 % {	—	100 kil.	25 »	100 »	125 »	—
	—	stuk.	2 25	9 »	—	—
—	—	100 kil.	15 »	60 »	75 »	—
15 fr. per stuk.	—	stuk.	3 »	12 60	—	—

	f) Paardenras :		
	1. Veulens	stuk.	vrij.
	2. Merriepaarden	stuk.	vrij.
	3. Ruinen	stuk.	vrij.
	4. Hengsten	stuk.	vrij.
	g) Muilezels en muildieren		vrij.
2	Versch vleesch :		
	a) Versch spek	100 kilogr.	vrij.
	b) Slachtvleesch bevrozen :		
	1. Van het rundvee	100 kilogr.	vrij.
	2. Van het schapenras	100 kilogr.	vrij.
	3. Van het varkensras	100 kilogr.	vrij.
	4. Ander	100 kilogr.	vrij.
	c) Slachtvleesch niet bevrozen :		
	1. Van het rundvee	100 kilogr.	vrij.
	2. Van het schapenras	100 kilogr.	vrij.
	3. Van het varkensras	100 kilogr.	vrij.
	4. Ander	100 kilogr.	vrij.
3	Huiskonijnen :		
	a) Levende		vrij.
	b) Gedooide :		
	1. Bevrozen	100 kilogr.	vrij.
	2. Niet bevrozen	100 kilogr.	vrij.
4	Wild :		
	a) Levend		vrij.
	b) Gedood :		
	1. Bevrozen	100 kilogr.	120 »
	2. Niet bevrozen	100 kilogr.	240 »

	—	stuk.	50 »	210 »	—	210 »
Paarden met volwassen tand 120 fr. per stuk zonder volwas- sen tand 60 fr., andere 40 fr.	—	stuk.	+5 a. 160 »	+5 a. 630 »	—	+5 a. 630 »
	—		—5 a. 100 »	—5 a. 420 »	—	—5 a. 420 »
—	—	stuk.	30 »	126 »	—	—
—	—	100 kil.	35 »	59 50	175 »	—
—	—	100 kil.	35 »	126 »	175 »	—
—	—	100 kil.	35 »	126 »	175 »	—
—	—	100 kil.	25 »	93 60	125 »	—
—	—	100 kil.	35 »	126 »	175 »	—
—	—	zie bevrozen vleesch.			90 »	—
—	—				90 »	—
—	—				75 »	—
—	—				90 »	—
{ 2 %	—	100 kil.	20 »	34 »	100 »	—
	—	100 kil.	20 »	34 »	100 »	—
—	—	100 kil.	20 »	34 »	75 »	—
{ 2 %	—	100 kil.	20 »	34 »	75 »	—

5	Pluimvee :		
	a) Levend :		
	1. Reisduiven bestemd om gelost te worden		vrij.
	2. Andere duiven	100 kilogr.	vrij.
	3. Hennen, jonge kiekens, kuikens, hanen en haantjes	100 kilogr.	vrij.
	4. Ander.	100 kilogr.	vrij.
	b) Gedood :		
	1. Bevrozen	100 kilogr.	240 »
	2. Niet bevrozen	100 kilogr.	240 »
8	Room en melk :		
	a) Room bestemd hetzij tot de vervaardiging van margarine of andere kunstboter, hetzij tot de vervaardiging van verdichte melk of van melkmeel.	hectol.	10 »
	b) Room bestemd hetzij tot de vervaardiging van margarine of andere kunstboter, hetzij tot de vervaardiging van verdichte melk of van melkmeel.	hectol.	12 »
	c) Andere room en melk	hectol.	vrij.
	d) Karnemelk of wei		vrij.
9	Boter, versche of gezouten	100 kilogr.	20 »
10	Kaas :		
	a) Versche :		
	1. Gemeene, malsche en witte (enkel geronnen melk)		vrij.
	2. Andere	100 kilogr.	72 »
	b) Gegiste :		
	1. Harde of half-harde deeg	100 kilogr.	72 »
	2. Malsche deeg	100 kilogr.	72 »
11	Natuurlijke honig.	100 kilogr.	80 »

tijdelijk vrij (regiem der luchtvaarttuigen).						
2 %	—	—	100 kil.	20 »	34 »	75 »
	—	—	100 kil.	20 »	34 »	100 »
	—	—	100 kil.	20 »	34 »	100 »
	—	—	100 kil.	5 »	8 50	—
	—	—	100 kil.	2 50	4 25	—
	—	—	100 kil.	5 of 2.50	8.50 of 4.25	—
(1)	—	—	100 kil.	2 50	4 25	—
	—	—	100 kil.	20 »	34 »	100 »
	—	—	100 kil.	15 »	37 50	100 »
	—	—	100 kil.	15 »	37 50	100 »
	—	—	100 kil.	12 »	34 80	60 »
	—	—	100 kil.	20 »	50 »	100 »
—	—	—	100 kil.	20 »	34 »	100 »

12	Eieren van pluimvee :		
	a) Eieren in dop	100 kilogr.	vrij.
	b) Eieren van hunnen dop beroofd en dooiers :		
	1. Tot voedingsgebruik geschikt	100 kilogr.	vrij.
	2. Tot nijverheidsgebruiken bestemd : . . .	100 kilogr.	vrij.
49	Meststoffen (stalmest)	—	vrij.
	A. — GRANEN EN GEMAAL VAN GRANEN.		
51	Granen, zelfs gebrande :		
	a) Haver	100 kilogr.	6 »
	b) Tarwe en spelt	100 kilogr.	vrij.
	c) Rogge	100 kilogr.	vrij.
	d) Masteluin	100 kilogr.	vrij.
	e) Turksche tarwe	100 kilogr.	vrij.
	f) Gerst en wintergerst	100 kilogr.	vrij.
	g) Rijst :		
	1. In stroo of niet gepeld	—	vrij.
	2. Gepeld.	100 kilogr.	vrij.
	h) Boekweit	100 kilogr.	vrij.
52	Mout, zelfs gebrand of gemalen	100 kilogr.	17 50
53	Meel :		
	a) Van haver	100 kilogr.	8 »
	b) Van tarwe	100 kilogr.	4 »
	c) Van rogge	100 kilogr.	4 »
	d) Van Turksche tarwe	100 kilogr.	4 »
	e) Van rijst.	100 kilogr.	4 »

		100 kil.	6 »	10 20	24 »	—
2 %	1 %	100 kil.	6 »	10 20	24 »	—
		—	vrij.	vrij.	vrij.	—
—	—	—	vrij.	vrij.	—	—
(1)	—	100 kil.	3 »	10 20	15 »	—
—	b	100 kil.	7 »	35 »	—	—
—	c	100 kil.	3 »	15 »	—	—
—	d	100 kil.	7 »	35 »	—	—
—	—	100 kil.	3 »	10 20	10 »	—
—	—	—	3 »	5 10	15 »	—
	andere 2 %					
—	—	100 kil.	3 »	4 20	—	—
—	—	—	8 »	34 40	—	—
—	—	100 kil.	2 50	5 10	—	—
—	—	—	4.00 per 100 kilogr.	15 % <i>ad valor.</i>	15 % <i>ad valor.</i>	—
—	—	100 kil.	5 »	17 »	25 »	—
—	—	100 kil.	11.00 of 13.50 of 16.00	60.00 of 72.00 of 90.00	—	—
—	—	100 kil.	6 »	30 »	—	—
—	—	100 kil.	5 »	17 »	—	—
—	—	100 kil.	8 »	34 40	—	—

54	Gluten	100 kilogr.	4 »
55	Grutten en griesmeel :		
	a) Havergort	100 kilogr.	8 »
	b) Gekapte Turksche tarwe	100 kilogr.	4 »
	c) Griesmeel van rijst	100 kilogr.	4 »
	d) Niet genoemd	100 kilogr.	4 »
56	Zemelen	—	vrij.
70	Aardappelen :		
	a) Ingevoerd vóór 1 Juni en klaarblijkelijk voortkomende van den oogst van het loopende jaar .	100 kilogr.	9 »
	b) Andere	—	vrij.
71	Versche groenten : b) Suikerij genaamd Witloof . .	—	vrij.
117	Olie van Turksche tarwe	—	15 »
125	Planten en struiken voor broeikassen en voor open grond :		
	a) Bosch- en sierboomen en -struiken :		
	1. Rozestruiken	100 kilogr.	vrij.
	2. Andere	100 kilogr.	vrij.
	b) Fruitboomen en -struiken, onmiddellijk tot het planten bestemd	100 kilogr.	vrij.
	c) Fruitboomen en -struiken bestemd voor de teelt.	100 kilogr.	vrij.
	d) Planten voor broeikassen	100 kilogr.	vrij.
	e) Kruid aardige planten voor open grond . . .	100 kilogr.	vrij.
127	Graangewassen en zaden in schooven of in aren . .	—	vrij.
128	Voeder, groen of droog, stroo en kaf	—	vrij.
129	Beetwortelen :		
	a) Suikerbeetwortelen	—	vrij.
	b) Andere	—	vrij.

—	—	100 kil.	24 »	81 60	96 »	—
{	—	—	—	—	tarwe, spelt, masteluin : 80 fr. Andere : 40 fr.	—
	—	—	—	—	—	—
	—	—	—	—	—	—
{ 2 %	{ 1 %	100 kil.	3 »	3 90	15 »	—
		100 kil.	0 40	0 56	3 »	—
		100 kil.	6 »	7 80	15 »	7 80
—	—	100 kil.	6.00 voorzeepziederij	30.60	—	30 60
—	—	100 kil.	15.00 andere	37.50	—	37 50
—	—	100 kil.	vrij.	vrij.	50 »	25.00 of 15.00
—	—	100 kil.	vrij.	vrij.	25 »	25.00 of 15.00
—	—	100 kil.	vrij.	vrij.	25 »	25.00 of 15.00
—	—	100 kil.	vrij.	vrij.	25 »	25.00 of 15.00
—	—	100 kil.	8 »	13 60	35 »	35.00 of 25.00
—	—	100 kil.	vrij.	vrij.	25 »	25.00 of 15.00
—	—	—	zie granen en zaden.		—	—
(1)	—	100 kil.	0 50	0 85	1 25	—
2 %	—	{ 100 kil.	0 40	0 68	5 »	—
(1)	—					

130	Bitterpeeeën :		
	a) Groene	—	vrij.
	b) Gedroogde	100 kilogr.	vrij.
131	Hop :		
	a) Bellen	100 kilogr.	60 »
	b) Lupuline.	100 kilogr.	120 »
233	Ingelegde groenten en moesvruchten, ingevoerd in doozen, flesschen, flacons of andere verpakkingen, wegende 3 kilogram of minder (1) :		
	a) Kappers en olijven	100 kilogr.	300 »
	b) 1. Artisjokken, asperges, eierplanten, kamper- noeliën en Japansche andoorns	100 kilogr.	240 »
	2. Paddestoelen.	100 kilogr.	120 »
	c) Andere	100 kilogr.	80 »
273	Raapkoeken voor de voeding van het vee :		
	a) Van oliehoudende granen en vruchten . . .	—	vrij.
	b) Andere	—	vrij.

{ 2 %	1 % }	100 kil.	0 75	2 25	4 »	—
		100 kil.	3 »	9 »	20 »	17 »
(1)	—	100 kil.	35 »	59 50	125 »	—
	—	100 kil.	160 »	272 »	250 »	—
—	—	} 100 kil.	16 »	27 20	52 50	Erwtjes, snijboonen en worteltjes. 52 50
volgens gehalte olie :						
—	—	100 kil.	vrij. 0.75 of 1.50	vrij. 1.27 of 2.55	vrij. 1.00 of 2.00	—
—	—	100 kil.	vrij.	vrij.	vrij.	vrij.

(1) Producten onderworpen aan eene eenige en forfaitaire taxe van 4 % aan de bron.
Rijst is aan deze taxe niet onderworpen.
Het ontwerp voorziet de vermindering der taxe van 4 op 2 % voor de uitgevoerde producten.